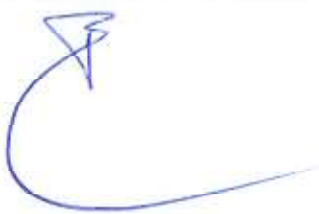


Mode Opérateur		Réf. MO-AGR Version : 01/06	
Activités Génératrices de Revenus AGR		Date d'émission : Juin 2006 Version : 01/06	
Date	Edition	Motif	
Juin 2006	Version 01/06	Création	
<b>Application</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Coordinations Régionales</li> <li>- Le Département d'Appui Technique</li> <li>- Le Département Programmation et Contrôle de Gestion des Projets.</li> <li>- Le Département Administratif et Financier</li> <li>- Les Partenaires.</li> </ul>		
<b>Diffusion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Direction</li> <li>- Les Coordinations Régionales</li> <li>- Les Unités de Gestion des Projets</li> <li>- Les Départements</li> <li>- Les Services</li> <li>- L'Agence Comptable</li> <li>- Les Partenaires</li> <li>- Les Bailleurs de Fonds.</li> </ul>		
Rédacteur		Vérificateur	Approbateur
Consultant Externe supervisé par le Pôle / Activités Génératrices de Revenus		Service Audit Interne et Inspection	Direction de l'ADS
Visa		Visa <b>Abdelghani TISS</b>	Visa
Date		Date <b>Chef de Service Audit et Inspection</b>	Date <b>24 AOUT 2006</b>

## SOMMAIRE

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>3</b>
<b>I. OBJET DU MODE OPERATOIRE</b> .....	<b>4</b>
<b>II. DOMAINE D'APPLICATION</b> .....	<b>5</b>
<b>III. NOMENCLATURE DES ACTIVITES ELIGIBLES</b> .....	<b>5</b>
<b>III.1. AGRICULTURE</b> .....	<b>5</b>
<b>III.2. ELEVAGE</b> .....	<b>5</b>
<b>III.3. PECHE ARTISANALE</b> .....	<b>5</b>
<b>III.4. ARTISANAT</b> .....	<b>5</b>
<b>III.5. TOURISME RURAL</b> .....	<b>5</b>
<b>III.6. PROMOTION D'ACTIVITES DE SERVICE</b> .....	<b>6</b>
<b>III.7. SERVICES MICRO- FINANCIERS DE PROXIMITE</b> .....	<b>6</b>
<b>III.8. AUTRES ACTIVITES ELIGIBLES</b> .....	<b>6</b>
<b>IV. CRITERES ET INDICATEURS SPECIFIQUES</b> .....	<b>7</b>
<b>IV.1. CRITERES A PRENDRE EN COMPTE POUR LES AGR</b> .....	<b>7</b>
<b>IV.2. CRITERES ET INDICATEURS SPECIFIQUES</b> .....	<b>8</b>
<i>IV.2.1 Agriculture</i> .....	<i>8</i>
<i>IV.2.2 Elevage</i> .....	<i>13</i>
<i>IV.2.3 Pêche Artisanale</i> .....	<i>16</i>
<i>IV.2.4 Artisanat</i> .....	<i>19</i>
<i>IV.2.5 Tourisme Rural</i> .....	<i>21</i>
<i>IV.2.6 Promotion d'activités de services</i> .....	<i>22</i>
<b>V. LES MODES ET LES MECANISMES DE FINANCEMENT</b> .....	<b>23</b>
<b>V.1. CAISSES SOLIDAIRES DE DEVELOPPEMENT (CSD)</b> .....	<b>23</b>
<i>V.1.1 Montage des projets</i> .....	<i>23</i>
<i>V.1.2 Modalités de financement</i> .....	<i>24</i>
<i>V.1.3 Fonctionnement de la Caisse Solidaire de Développement CSD</i> .....	<i>24</i>
<i>V.1.4 L'organe de gestion</i> .....	<i>25</i>
<i>V.1.5 Obligations des parties</i> .....	<i>26</i>
<i>V.1.6 Règlement des litiges</i> .....	<i>26</i>
<i>V.1.7 Désistement du gestionnaire du fonds</i> .....	<i>26</i>
<i>V.1.8 Gestion financière du Fonds</i> .....	<i>26</i>
<i>V.1.9 Suivi des Caisses</i> .....	<i>31</i>
<b>V.2. FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (FDL)</b> .....	<b>31</b>
<i>V.2.1 Généralités sur les Fonds de Développement Local</i> .....	<i>31</i>
<i>V.2.2 Les Fonds de développement Local dédiés aux AGR</i> .....	<i>31</i>
<b>V.3. ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS DANS LES PROJETS DE RELOGEMENT DES BIDONVILLOIS (MAITRISE D'OUVRAGE SOCIAL) ET QUARTIERS DEFAVORISES</b> .....	<b>32</b>
<i>V.3.1 Objectifs de la maîtrise d'ouvrage social (volet AGR)</i> .....	<i>32</i>
<i>V.3.2 Méthodologie de diagnostic</i> .....	<i>32</i>
<i>V.3.3 Modalités d'intervention</i> .....	<i>34</i>
<i>V.3.4 Ciblage des interventions</i> .....	<i>35</i>
<b>VI. L'APPUI AU SECTEUR DU MICRO-CREDIT</b> .....	<b>37</b>
<b>VI.1. ASPECT INSTITUTIONNEL</b> .....	<b>37</b>
<b>VI.2. L'APPORT FINANCIER ET SECTORIEL</b> .....	<b>38</b>
<b>VI.3. LES ACTIONS D'APPUI DE L'ADS AU SECTEUR DU MICRO CREDIT</b> .....	<b>38</b>
<i>VI.3.1 La formation</i> .....	<i>38</i>
<i>VI.3.2 L'assistance</i> .....	<i>39</i>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>40</b>
<b>ANNEXE 1 : NOMENCLATURE DES ACTIVITES ELIGIBLES</b> .....	<b>41</b>
<b>ANNEXE 2: MANUEL DE PROCEDURES DU FREPE</b> .....	<b>46</b>
<b>ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT</b> .....	<b>62</b>
<i>1. Description du projet</i> .....	<i>69</i>
<i>2. Charte de bonne gestion de la caisse solidaire de développement</i> .....	<i>70</i>



## Liste des Sigles et Abréviations

<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>AMC</b>	Association de Micro Crédit
<b>CSD</b>	Caisse Solidaire de Développement
<b>FDL</b>	Fonds de Développement Local
<b>FREPE</b>	Fonds Régional pour la Promotion de l'Emploi
<b>MOS</b>	Maîtrise d'Ouvrage Sociale



## I. OBJET DU MODE OPERATOIRE

Ce mode opératoire est spécifique aux AGR (Activités Génératrices de Revenu). Il présente la nomenclature des activités éligibles, leurs critères d'éligibilité ainsi que les différents mécanismes et modes de financement.

La lutte contre la pauvreté ne doit pas se réduire à fournir des services sociaux aux populations (pistes, eau potable, foyers de jeunes filles, dispensaires,...). Si ces prestations contribuent à soulager certains maux tels que l'enclavement, la déperdition scolaire, les problèmes de santé, ils ne peuvent, par contre, assurer un développement durable et auto-entretenu.

Dans ce domaine, l'ADS veut adopter, parallèlement à l'approche sociale, une approche économique en vue de libérer le potentiel des populations.

Par cette approche, l'Agence vise à stimuler des activités susceptibles de créer des richesses et susciter des effets d'entraînement.

Le développement d'activités économiques génératrices de revenus (AGR) est reconnu comme étant la clé de la relance des zones rurales et urbaines du pays. D'une part, ces activités permettent de déclencher un dynamisme et un processus de développement au niveau des localités, d'autre part elles sont un moyen de stimulation de la motivation et de l'intégration de la population dans les projets de développement. En effet, la mise en oeuvre des actions génératrices de revenus et créatrices d'emplois permet une adhésion de la population au projet et une implication dans sa réussite.

En d'autres termes, la flexibilité et les modalités de réalisation des AGR permettent de gagner la confiance et l'adhésion de la population.

D'une manière globale l'objectif des AGR est l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des populations. En partant du postulat que les populations vulnérables prennent ces initiatives de développement, elles vont contribuer à l'émergence d'une société civile responsable et dynamique capable de définir et de formuler ses propres orientations et d'utiliser les dispositifs institutionnels existant comme les communes, les municipalités, les services techniques et les ONG.

En l'occurrence, la finalité de toute AGR est le développement local durable économique et social de la population. Ce développement peut se faire à travers :

- La constitution des « groupes organisés et/ou groupe d'intérêts » susceptibles et capables de mettre en place et de gérer collectivement une activité génératrice de revenus ;
- La valorisation des ressources économiques à travers la production, la transformation et la commercialisation des produits (agriculture, élevage, artisanat, services...) ;
- Le renforcement des capacités de gestion et d'organisation collective des groupes concernés à travers le processus de gestion du projet.

L'ADS a fait du soutien aux activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois sa principale priorité dans sa stratégie d'action pour les années 2005-2010.



## II. DOMAINE D'APPLICATION

Le mode opératoire spécifique aux AGR s'applique à l'ensemble des structures organisationnelles de l'ADS opérant dans le domaine des AGR notamment :

- Les Coordinations Régionales ;
- Les Unités de Gestion Projet ;
- Le Département d'Appui Technique ;
- Le Département de Programmation et Contrôle de Gestion projet ;
- Le Département Administratif et Financier.

Ce mode opératoire s'adresse aussi aux partenaires de l'agence et constitue un document d'orientation pour le montage des projets et des programmes dans le domaine des AGR.

## III. NOMENCLATURE DES ACTIVITES ELIGIBLES

La méthode retenue, pour le classement des activités éligibles au financement de l'ADS, découle d'une classification figurant dans le cadre logique ; récapitulée comme suit:

### III.1. AGRICULTURE

- › Petits périmètres irrigués ;
- › Irrigation localisée ;
- › Aménagement Foncier ;
- › Mécanisation ;
- › Valorisation et transformation des produits agricoles.

### III.2. ELEVAGE

- › Appui à la production ;
- › Valorisation et Transformation des Produits de l'élevage ;
- › Aménagement des Parcours.

### III.3. PECHE ARTISANALE

- › Appui à la Production ;
- › Valorisation Transformation et Commercialisation des Produits de la pêche.

### III.4. ARTISANAT

- › Artisanat de Production Courante ;
- › Artisanat d'Art ;
- › Artisanat de Service.

### III.5. TOURISME RURAL

- › Promotion d'Infrastructures Touristiques.



### **III.6. PROMOTION D'ACTIVITES DE SERVICE**

### **III.7. SERVICES MICRO- FINANCIERS DE PROXIMITE**

- Appui aux Associations de Micro Crédit (AMC) ;
- Renforcement des capacités techniques des bénéficiaires du micro crédit.

### **III.8. AUTRES ACTIVITES ELIGIBLES**

Cette rubrique est appelée à recevoir de nouveaux types de projets qui pourraient être présentés à l'ADS dans des domaines non couverts par la nomenclature actuelle.

La classification adoptée dans la nomenclature couvre l'ensemble du champ d'intervention de l'ADS, elle touche le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche), le secteur secondaire (transformation des produits, Broderie, tapisserie...) le secteur tertiaire dans sa composante rurale (tourisme rural) et dans sa composante urbaine (artisanat de service, métiers de proximité, activités externalisables).

Les rubriques ADS ont fait l'objet d'une codification en liaison avec la Nomenclature Marocaine des Activités (NMA) qui affectent un code économique en fonction des branches et sous branches. Un tel rapprochement peut montrer la contribution des activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois, soutenus par l'agence à la création de la richesse nationale (Produit National Brut). Il peut permettre également la connaissance des secteurs dans lesquels les porteurs de projets investissent le plus.

Voir annexe 1 : Nomenclature



## IV. CRITERES ET INDICATEURS SPECIFIQUES

Les critères d'éligibilité des projets sont de plusieurs natures. Ils doivent s'inscrire dans les critères généraux communs à tous les projets finançables par l'ADS, qu'il s'agisse d'infrastructures sociales de base, de renforcement institutionnel ou d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emploi. Ces critères sont déjà définis dans le manuel de procédures.

### IV.1. CRITERES A PRENDRE EN COMPTE POUR LES AGR

À côté des critères communs à l'ensemble des projets de l'ADS, il existe une catégorie de critères qui devront s'appliquer à l'ensemble des projets AGR. Ce type de critères cherche à affirmer la vocation sociale de l'Agence et à encourager un développement territorial intégré, tout en ayant pour objectif de s'assurer du respect des règles d'efficacité en matière de montage de projets à caractère économique afin d'assurer leur viabilité et les retombées sur les bénéficiaires en termes d'amélioration des conditions de vie, de création de richesses et de création d'emplois.

Les conditions de travail devront être décentes et chaque fois que la nature du projet l'exigera, le chargé de projet devra s'assurer de la disponibilité d'un local.

#### Fenêtre 1 : Conditions d'éligibilité des projets AGR

L'éligibilité de ces projets est tributaire des conditions suivantes :

- Existence d'un débouché à justifier par une étude sommaire du marché ;
- Viabilité du projet à justifier par une étude de rentabilité ;
- Présence de bénéficiaires (hommes/femmes) justifiant d'un minimum de savoir et de savoir faire dans le domaine ou pouvant l'acquérir ; formation reçue ou savoir faire prouvé de la part des porteurs de projets novateurs intéressant des domaines nouveaux;
- Population ne possédant pas de garanties suffisantes pour accéder au système bancaire et pour lesquelles le micro crédit n'est pas une solution économique.
- La contribution de l'agence ne doit pas dépasser 25.000DH par bénéficiaire (H/F) (dans certains où projets la dotation est supérieure à ce montant, l'accord de la direction est nécessaire)

## IV.2. CRITERES ET INDICATEURS SPECIFIQUES

Les critères et indicateurs spécifiques cherchent à fournir des indications sur la rentabilité prévisionnelle et a posteriori des projets (durabilité, pérennité). Ils s'intéressent aux caractéristiques propres du projet, compte tenu de son secteur, et cherchent à cerner les risques en attirant l'attention sur certains points pouvant avoir une influence décisive sur sa réussite.

### IV.2.1 Agriculture

L'agriculture concerne l'ensemble des activités économiques ayant principalement pour objet la culture des terres, et d'une manière générale « l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production de végétaux et d'animaux utiles à l'Homme ».

Elle requiert de nombreux éléments, incluant un sol et une eau appropriés et une machinerie efficace pour labourer et planter les cultures, aussi bien que pour les moissonner et les transporter. Enfin, l'agriculture réclame aussi un capital pour financer le cycle des opérations, ainsi que des conditions climatiques favorables.

Dans la plupart des régions, les exploitations familiales sont subdivisées en parcelles de plus en plus petites avec chaque nouvelle génération d'héritiers plus nombreux. Souvent, les exploitations sont de petite taille et ne permettent pas de nourrir la famille rurale moyenne de quatre à six enfants

De même, les pressions exercées par la population sur les terres arables contribuent à la dégradation des terres, au fur et à mesure qu'on met en culture de nouvelles terres marginales pour nourrir une population de plus en plus nombreuse. Quand les sols sont trop travaillés, le vent et l'eau les érodent rapidement.

L'ADS a donc fait du soutien à l'agriculture, sa priorité, et l'essentiel de ses interventions vise l'amélioration des conditions de travail et de revenus des micro exploitants d'une part, la protection et la sauvegarde des ressources naturelles (eau particulièrement) d'autre part.





**Sous-secteurs : PPI (Petit périmètre irrigué)**  
**Irrigation localisée**  
**Aménagement foncier**  
**Mécanisation**

<b>Secteur</b>	<b>IV.2.1 Agriculture</b>
<b>Sous secteurs</b>	<b>PPI (Petit périmètre irrigué)</b> <b>Irrigation localisée</b> <b>Aménagement foncier</b> <b>Mécanisation</b>
<b>Critères spécifiques d'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La superficie totale à irriguer ne doit pas dépasser 500 hectares;</li> <li>- 50 % des propriétaires possédant au moins 25% de la totalité des surfaces irriguées, doivent appartenir à la population démunie ;</li> <li>- Les femmes propriétaires doivent bénéficier directement du projet ;</li> <li>- Le coût d'aménagement hydro agricole par hectare ne doit pas dépasser 20 000 DH;</li> <li>- Les cultures introduites ne doivent pas exiger l'utilisation de techniques hautement sophistiquées ;</li> <li>- Le climat de la région ne doit pas être hostile au type d'agriculture envisagé;</li> <li>- Les porteurs de projet doivent avoir accès aux ressources productives (terre, eau);</li> <li>- Le périmètre irrigué ne doit pas faire l'objet d'un litige foncier.</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de saguias ;</li> <li>- Equipement d'un point d'eau par une pompe et de tout système d'économie d'eau d'irrigation ne (goutte à goutte, irrigation localisée...);</li> <li>- Approfondissement, creusement et équipement de puits ;</li> <li>- Creusement et aménagement de sources ;</li> <li>- Aménagement et entretien de points d'eau ;</li> <li>- Revivification des oasis ;</li> <li>- Amélioration des infrastructures d'irrigation ;</li> <li>- Construction de khattara ;</li> <li>- Evacuation des pierres et mise en valeur des terres agricoles ;</li> <li>- Equipement en machines ;</li> <li>- Autre</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques de l'ouvrage et de l'équipement ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût des travaux ;</li> <li>- Participation financière et/ou en nature des bénéficiaires ;</li> <li>- Création de postes d'emplois occasionnés par les travaux du chantier;</li> <li>- Création de postes d'emploi permanents projetée par rapport aux emplois existants;</li> <li>- Présence de femmes parmi les personnes embauchées ;</li> <li>- Réalisation de la formation ;</li> <li>- Economies d'eau, qualité de l'eau utilisée.</li> <li>- Superficies concernées et projection d'augmentation</li> <li>- Populations bénéficiaires directes et indirectes</li> </ul>

<b>indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Conformité technique de l'ouvrage ;</li><li>- Conformité en quantité ;</li><li>- Date de début et de fin des travaux ;</li><li>- Montant total engagé ;</li><li>- Nombre de personnes embauchées (par sexe) ;</li><li>- Nombre de bénéficiaires (directs et indirects)</li><li>- Nombre de journées de travail créées ;</li><li>- Nombre d'hectares irrigués ;</li><li>- Economie d'eau réalisée</li><li>- Nombre de cultures introduites ;</li><li>- Débit avant et après la réalisation de l'ouvrage ;</li><li>- Gains en temps et en productivité ;</li><li>- Augmentation de la surface cultivable.</li></ul>
--	---



***Sous secteurs : Valorisation, transformation et commercialisation des produits de l'agriculture***

Il s'agit de développer la valeur ajoutée des produits de l'agriculture, ainsi que soutenir l'adaptation qualitative et quantitative des producteurs face à l'évolution des marchés notamment en matière de qualité, de packaging (emballage et présentation) de garanties sanitaires et environnementales.

Les porteurs de projet sont appelés à recourir à la labellisation si cela est nécessaire à un bon écoulement de leurs produits.

<b>Secteur</b>	<b>Agriculture</b>
<b>Sous secteurs</b>	<b><i>Valorisation, transformation et commercialisation des produits de l'agriculture</i></b>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les porteurs de projet doivent utiliser des technologies propres et adaptées ;</li> <li>- Le projet doit prendre en compte les exigences de respect et de promotion de la qualité ;</li> <li>- L'étude doit s'assurer de la disponibilité de la matière première (quantité, qualité, régularité de l'approvisionnement), de préférence d'origine locale</li> <li>- Le projet doit respecter les conditions sanitaires</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La création d'atelier d'extraction d'huiles ;</li> <li>- Aménagement et équipement d'huileries ;</li> <li>- Création d'ateliers de conditionnement de fruits et légumes secs ;</li> <li>- Valorisation des produits et sous produits d'argane ;</li> <li>- Création d'ateliers de conditionnement plantes aromatiques et médicinales ;</li> <li>- Valorisation de l'alpha, de la laine, du cuir, du ghassoul,...</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés</li> <li>- Quantités commercialisées et revenus.</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi et de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité des projets et des installations ;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début et de fin des travaux ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (par sexe) ;</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée ;</li> <li>- Augmentation de revenus générée par la mise en œuvre du projet ;</li> <li>- Quantité commercialisée.</li> </ul>

## IV.2.2 Elevage

L'élevage est l'ensemble des opérations qui ont pour objet d'assurer la multiplication des animaux et leur entretien en vue de leur utilisation et/ou de leur production.

Les produits de l'élevage sont :

- les animaux eux-mêmes (jeunes pour l'accroissement des troupeaux)
- les produits animaux pour l'alimentation humaine (ou animale) : viande, lait, œufs, miel, ...
- des produits non alimentaires : poils, laine, cuir, plumes, duvet, corne,
- des sous produits.

Dans certaines régions du Maroc, l'élevage constitue la seule source de revenu et de vie des populations (zones montagneuses particulièrement), et les années successives de sécheresse ont appauvris ces populations et poussés certaines à migrer. L'ADS, à travers ses interventions soutient les projets d'élevage dans les zones où il est encore possible de le réaliser et encourage l'introduction de nouvelles races d'élevage (autruche, cuniculture, perdrix...)

### *Sous secteurs : Appui à la production*

Le chargé de projet doit s'assurer que :

- Le porteur de projet est disposé à payer les soins et les prestations vétérinaires en cas de besoin
- Les bénéficiaires ont la possibilité d'accéder aux intrants vétérinaires et alimentaires ;
- La disponibilité, la qualité et la bonne gestion de l'eau sont assurées;
- Les conditions du projet répondent aux exigences en matière d'environnement naturel, d'hygiène et de santé animale ;
- Le porteur de projet a démontré que le développement de son élevage ne se fera pas au détriment de ses autres activités et qu'il ne va pas puiser dans les ressources nécessaires à ces activités ;
- Le projet est (autant que possible) innovant.



<b>Secteur</b>	<b>IV.2.2 Elevage</b>
<b>Sous secteurs</b>	<i>Appui à la production</i>
<b>Critères spécifiques d'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le petit élevage, ce dernier doit être possible et viable dans le site du projet</li> <li>- Les conditions bioclimatiques de la région doivent permettre le développement et la croissance de la race introduite</li> <li>- Le projet ne doit pas avoir d'impact sur la santé humaine et animale</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<p>Ci après les activités éligibles avec une indication sur le maximum des unités par bénéficiaire pouvant solliciter le concours financiers de l'ADS.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elevage Bovin : une bête par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Elevage Caprin : 10 bêtes par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Elevage Ovin : 10 bêtes par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Elevage d'Autruches : 5 à 7 bêtes par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Elevage Camelin : une bête par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Cuniculture : 20 bêtes par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Aviculture : 30 bêtes par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Apiculture : 5.000 dh par bénéficiaire (H/F)</li> <li>- Pisciculture - aquaculture : selon l'étude de rentabilité</li> <li>- Autre</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des animaux et du type d'élevage ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants (H/F).</li> <li>- Troupeau existant ;</li> <li>- Revenu disponible.</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet et des installations ;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début de projet ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée ;</li> <li>- Augmentation du troupeau ;</li> <li>- Revenus générés ;</li> <li>- Emplois créés (H/F).</li> </ul>

*Sous secteur Valorisation, transformation et commercialisation des produits d'élevage*

<b>Secteur</b>	<b>Elevage</b>
<b>Sous secteurs</b>	<b>Valorisation, transformation et commercialisation des produits d'élevage</b>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La localité de production doit être relativement désenclavée pour faciliter l'approvisionnement et l'écoulement;</li> <li>- Les porteurs de projet doivent prendre en compte les impératifs de respect d'hygiène et de promotion de la qualité ;</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de lait ;</li> <li>- Unité de collecte et de distribution de lait;</li> <li>- Unité de transformation de lait (beurre, yogourt, fromage...);</li> <li>- Production de laine;</li> <li>- Production de viande;</li> <li>- Production de cuir ;</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Production existante ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés.</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet et des installations ;</li> <li>- Augmentation de la quantité produite et commercialisée;</li> <li>- Date de début et de fin du projet ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> <li>- Emplois créés (H/F)</li> </ul>

***Sous secteur :s Aménagement des parcours***

L'utilisation durable des parcours d'élevage exige un bon aménagement et une bonne définition de la capacité de charge, c'est-à-dire du nombre d'animaux qu'un certain parcours de pâturage peut supporter durablement.

Ainsi, il s'avère important d'évaluer la capacité de charge des pâturages étant donné que celle-ci détermine si le parcours est éventuellement régénéré ou détruit.

La capacité de charge écologique des pâturages est le point où le taux de la production du fourrage est égal au taux de sa consommation par les bêtes. Le bétail cesse de croître à cause de la limitation du pâturage, ce qui a comme conséquence des taux de mortalité égaux aux taux de naissance. A ce point d'équilibre, il n'y a pas de surplus de production d'animaux ou de biomasse.

<b>Secteur</b>	<b>Elevage</b>
<b>Sous secteurs</b>	<b>Aménagement des parcours</b>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La capacité écologique du parcours doit être démontrée;</li> <li>- Les éleveurs locaux doivent être impliqués dans les phases de planification et d'exécution ;</li> <li>- L'exploitation rationnelle du parcours doit permettre un développement durable ;</li> <li>- La viabilité des exploitations de parcours doit être assurée.</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation de parcours ;</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (saisonniers ou permanents).</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début et de fin du projet ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Amélioration quantitative et qualitative de la production et du cheptel ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> <li>- Emplois créés (H/F)</li> </ul>

### IV.2.3 Pêche Artisanale

Il s'agit de la pêche traditionnelle pratiquée par de pêcheurs (par opposition à des sociétés commerciales) qui utilisent des quantités relativement faibles de capital et d'énergie, des navires de pêche petits, effectuent de courtes sorties de pêche, à proximité du rivage, et travaillent principalement pour la consommation locale.

#### *Sous secteurs Appui à la production*

En vue d'assurer une source de revenu pour les populations côtières, l' ADS soutient la flotte artisanale qui débarque des produits de qualité, destinés soit à la consommation locale, soit dans certains cas à l'approvisionnement de l'industrie de valorisation.

<b>Secteur</b>	<b>IV.2.3 Pêche Artisanale</b>
<b>Sous secteurs</b>	<i>Appui à la production</i>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bénéficiaires doivent posséder les autorisations d'exercer le métier (licence);</li> <li>- L'existence d'un organisme capable de gérer l'activité envisagée</li> <li>- Des conditions décentes de travail</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition et équipement de canots de pêche ;</li> <li>- Construction et équipement de barques de pêche artisanale ;</li> <li>- Services d'entretien et de réparation de moteurs de hors-bord ;</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (H/F).</li> <li>- Quantité pêchée</li> <li>-</li> </ul>
<b>Indicateurs de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet (en quantité et en qualité);</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (par sexe) ;</li> <li>- Amélioration des prises de poisson ;</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> <li>- Emplois créés (H/F)</li> </ul>



*Sous secteurs Valorisation, transformation et commercialisation des produits de la pêche*

<b>Secteur</b>	<b>Pêche Artisanale</b>
<b>Sous secteurs</b>	<i>Valorisation, transformation et commercialisation des produits de la pêche</i>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de la ressource</li> <li>- Marché d'écoulement local ou extérieur à la localité</li> <li>- Conditions de travail décentes</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la qualité du transport et de la commercialisation du poisson ;</li> <li>- Equipement en motocycles et caissons hermétiques et frigorifiques ;</li> <li>- Entrepôts frigorifiques, fabrication de glace ;</li> <li>- Conserverie de poisson ;</li> <li>- Collecte, séchage, et valorisation des algues marines;</li> <li>- Production de farine de poisson;</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation en ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (H/F) ;</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet ;</li> <li>- Augmentation de la quantité ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (H/F);</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> </ul>

#### IV.2.4 Artisanat

L'artisan est celui qui fournit de la valeur ajoutée, par la transformation de matières premières ou de produits semi-finis (boulangier, menuisier...), ou par la fourniture de services (coiffeur, taxi...). On distingue entre l'artisanat de production, l'artisanat d'art et l'artisanat de service (Voir lexique).

Le secteur de l'artisanat, deuxième employeur après l'agriculture, créateur de valeur ajoutée nécessite un accompagnement dans la mise à niveau de ses ressources humaines et matérielles (design, adaptabilité du produit aux goûts des consommateurs, qualité ...) ce que tentent de faire les pouvoirs publics et l'ADS participe à cet effort mais selon son approche, ses critères et les moyens dont elle dispose.

Pour les projets relevant de ce secteur, une partie des bénéficiaires doit justifier d'une formation ou d'un savoir-faire en commercialisation des produits et en gestion de la qualité. Les produits doivent être d'une qualité probante, et en rapport avec le prix pour assurer les débouchés et prévenir les risques de mévente ou d'accumulation de stock inhérents à une qualité insuffisante ou inadaptée à l'exemple des surplus de produits de couture et de broderie.



<b>Secteur</b>	<b>IV.2.4 Artisanat</b>
<b>Sous secteurs</b>	<i>Artisanat de production</i> <i>Artisanat d'art</i> <i>Artisanat de service</i>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les productions doivent être originales ou rattachées à un savoir faire local établi ;</li> <li>- La mise à niveau du service ou de l'activité est une nécessité socio économique</li> <li>- L'adaptabilité du produit au marché d'écoulement</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement de complexes artisanaux ou villages de métiers ;</li> <li>- Production et commercialisation de produits artisanaux (tapis et tissage, poterie, dinanderie, bijouterie,...);</li> <li>- Mise à niveau des installations (fours améliorés, espace de traitement des matières premières...)</li> <li>- Mise à niveau des équipements des artisans de service (plombiers, électriciens, menuisiers...)</li> <li>- Etude de marché, appui à l'accès aux marchés (foires nationales et internationales , salons , expositions...)</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (H/F).</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet et des installations ;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début et de fin des travaux ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (H/F);</li> <li>- Gains en temps et en productivité ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> </ul>

### Fenêtre 2: exemple de cas spécifiques

Les appuis aux projets de couture et broderie ne sont pas éligibles sauf exception pour des projets intégrés comportant plusieurs activités et présentant toutes les conditions de durabilité et viabilité.

## IV.2.5 Tourisme Rural

Le tourisme rural concerne les activités des personnes qui voyagent et séjournent dans des régions rurales. Cette activité se développe de plus en plus au Maroc et constitue une alternative pour la diversification des sources de revenus des populations des sites concernés. L'ADS soutient le développement du tourisme rural car il permet de :

- Améliorer la situation sociale des populations vulnérables dans les communautés impliquées, bénéficiaires des projets ;
- Asseoir une politique de développement global et intégré qui vise à fixer les populations sur place par des activités qui leur procurent des revenus ;
- Favoriser les activités touristiques locales par des actions d'appui par la formation de guides locaux et par la sensibilisation de la population sur les bénéfices qu'elle peut tirer du tourisme rural ;
- Aider à mettre en place des mécanismes de pérennisation au niveau national tels que le développement d'un label de qualité, la création de structures d'appui à la commercialisation et la formation.

### *Sous secteurs : Promotion d'infrastructures touristiques*

Le gîte rural est un logement de vacances, situé en espace rural. Il est destiné à accueillir des familles pendant les vacances ou durant les week-ends. Ces familles doivent trouver sur place l'équipement nécessaire pour leur séjour.

Pour assurer le succès et la pérennité de ce genre de projet, le porteur de projet doit investir dans des actions de publicité de ses produits. De même, le choix du site doit s'accompagner d'une richesse du patrimoine naturel et culturel de la localité



<b>Secteur</b>	<b>IV.2.5 Tourisme Rural</b>
<b>Sous secteurs</b>	<i>Promotion d'infrastructures touristiques</i>
<b>Critères spécifiques D'éligibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le projet ne doit pas entraîner une surexploitation des ressources naturelles de la localité ;</li> <li>- Les porteurs de projet doivent obtenir les autorisations nécessaires pour les gîtes;</li> <li>- Le gîte doit être intégré dans un circuit touristique;</li> <li>- Une partie des bénéficiaires doit justifier d'une formation ou d'un savoir faire dans l'accueil et la gestion touristique ;</li> <li>- Le projet doit assurer la sécurité personnelle des touristes.</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de gîtes ruraux ;</li> <li>- Organisation de circuits touristiques ;</li> <li>- Soutien à la restauration et autres activités liées au tourisme (culturelles, artistiques, sportives...);</li> <li>- Aménagement d'espaces de loisirs (escalades, ...);</li> <li>- Autre.</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation en ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (H/F) ;</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet et des installations ;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début et de fin des travaux ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (H/F);</li> <li>- Retombées économiques sur la région (nombre de visiteurs);</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> </ul>

#### IV.2.6 Promotion d'activités de services

Les activités de service se pratiquent plus en milieu urbain, mais aussi en milieu rural à l'exemple des ateliers de réparations de matériel agricole, de vente de produits phytosanitaires, d'entretien des conduites d'eau, d'installation de panneaux solaires, de garderies d'enfants,... Ce type de projet doit prévoir, si nécessaire, une formation préalable des porteurs de projets (H/F). Lorsqu'il s'agit de projets d'externalisation l'existence de possibilités d'une telle activité dans la région doit être établie.

De même, et notamment dans les quartiers urbains défavorisés, la phase d'organisation préalable des bénéficiaires revêt une grande importance et peut prendre plusieurs formes (coopérative, association, société...).

<b>Secteur</b>	<b>IV.2.6 Promotion d'activités de services</b>
<b>Critères d'éligibilité spécifique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obtenir les autorisations nécessaires pour certaines activités.</li> <li>- Savoir faire ou volonté de l'acquérir</li> <li>- Existence de local pour l'exercice de certaines activités</li> <li>- Mise à niveau des conditions de travail et des équipements</li> </ul>
<b>Activités éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Métiers urbains de proximité ;</li> <li>- Métiers de services aux personnes et aux entreprises (voir annexe);</li> <li>- Mise à niveau du commerce ambulant ;</li> <li>- Mise à niveau des activités traditionnelles de production et de transformation (mécanisation, modernisation, accompagnement...);</li> <li>- Aménagement d'espace de vente ;</li> <li>- Soutien à la labellisation (formation, conseil, accompagnement, matériel de laboratoire);</li> <li>- Soutien aux études de marché et aux plans de commercialisation au profit d'un GIE, d'une union de coopératives, d'une chambre d'artisanat, d'un groupement d'association... ;</li> <li>- Transport de touristes ;</li> <li>- Autre</li> </ul>
<b>Critères d'évaluation ex ante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des équipements ;</li> <li>- Réalisation et suivi technique ;</li> <li>- Durée des travaux ;</li> <li>- Coût du projet ;</li> <li>- Emplois existants et projetés (H/F).</li> </ul>
<b>Indicateurs de suivi de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conformité du projet et des installations ;</li> <li>- Conformité en quantité ;</li> <li>- Date de début et de fin des travaux ;</li> <li>- Montant total engagé ;</li> <li>- Nombre d'emplois créés (H/F);</li> <li>- Amélioration du revenu des bénéficiaires ;</li> <li>- Valeur ajoutée créée.</li> </ul>

## V. LES MODES ET LES MECANISMES DE FINANCEMENT

Au niveau des AGR, l'ADS a mis en place une panoplie de mécanismes de financement, dont l'objectif est de s'adapter aux particularités des populations bénéficiaires, aux règles de gestion des bailleurs de fonds et partenaires, aux capacités des promoteurs de projets (H/F), et surtout aux besoins de développement local que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain.

Pour affirmer le caractère économique des activités génératrices de revenus, l'ADS accorde des subventions pour les actions de formation et pour certaines infrastructures de base collectives qui peuvent faciliter la réalisation d'activités génératrices de revenus permettant d'en baisser leurs coûts et d'augmenter leur rentabilité (exemple : souk, espace de vente, voie d'accès).

Le porteur du projet est souvent une association de micro exploitants ou micro entrepreneurs (groupement), une association facilitatrice ou une coopérative, mais il peut être aussi une institution publique ou privée qui présente un projet bénéficiant à la population cible de l'agence.

### Fenêtre 3 : Eléments généralement mentionnés dans la convention

- La description sommaire et la localisation du projet ;
- Le coût total du projet, la part finançable par l'ADS, celle des partenaires éventuels et la contribution du porteur du projet (H/F) ;
- Les composantes détaillées du projet et les tranches de déblocage ;
- Les échéanciers des remboursements ;
- l'organe gestionnaire ;
- Les conditions préalables à remplir par le porteur de projet (H/F) ;
- Les obligations de chaque partie contractante pendant la réalisation du projet et après sa réalisation;
- Les règles de gestion financière et comptable à respecter par le porteur du projet (H/F).

L'agence encourage aussi, la mise en place de mécanismes de financement novateurs qui visent à favoriser la mobilisation de la petite épargne et le développement de mécanismes de financement solidaires. C'est le cas des Caisses de Développement Solidaire.

### V.1. CAISSES SOLIDAIRES DE DEVELOPPEMENT (CSD)

Afin de favoriser un meilleur partage des ressources entre les populations cibles, l'agence a créé un système de financement basé sur le principe de subventions à des caisses (fonds) solidaires de développement (CSD). Ces caisses ont un caractère rotatif (revolving fund) en ce sens qu'ils servent exclusivement, une fois constitués à la communauté du site du projet et/ou la filière concernée.

Ce mécanisme apporte une solution à des populations qui n'accèdent pas au crédit bancaire et pour lesquelles le micro crédit n'est pas une solution économique

#### V.1.1 Montage des projets

Les montants sont réservés selon le cas :

- A appuyer les petits projets de développement social de la localité, à lutter contre la pauvreté et bénéficier principalement aux populations vulnérables de ladite localité ;
- A financer les investissements spécifiques au développement d'une filière en permettant à de nouveaux membres de rejoindre les groupements de micro entrepreneurs.



Une fois constituées et alimentées par les remboursements (et autres contributions éventuelles) les CSD peuvent financer, sous forme d'avances, les fonds de démarrage des projets incluant leurs principales composantes. Elles peuvent également financer, au moyen de subventions, l'appui technique, l'assistance, les études, les frais de suivi, la formation... Elles peuvent après décision du comité et conformément à la ligne directrice de l'ADS en matière de financement des projets AGR, financer, sous forme de subventions, certaines infrastructures de base collectives intégrées dans un projet relevant des AGR (exemple : souk, espace de vente, voie d'accès...).

Ces projets doivent faire l'objet d'une étude de rentabilité et d'une étude de marché afin de démontrer leur bien fondé et leur viabilité. Les porteurs de projets devront rechercher des projets complémentaires et intégrés permettant des synergies entre leurs activités. Ils veilleront à éviter des multiplications de projets concurrents risquant de remettre en cause la rentabilité prévisionnelle des premiers projets.

Les demandes de financement sont approuvées après avis de non objection de l'Agence. Cette non objection vise à s'assurer que le projet a prévu une utilisation rigoureuse des fonds et doit être signée par la Coordination Régionale.

Lorsque le projet nécessite un co-financement de l'ADS, son étude se fait selon la procédure habituelle décrite dans le livret relatif au cycle de projet (incluant notamment, la vérification sur le terrain, de la faisabilité technique financière et institutionnelle du projet et l'utilisation des questionnaires prévus par la procédure).

La CSD peut demander une avance à l'ADS lorsque ses ressources ne lui permettent pas de satisfaire les besoins de financement des nouveaux projets qui lui sont présentés.

### **V.1.2 Modalités de financement**

Les montants des avances accordées par les CSD sont différents selon la nature des projets. Ils sont calculés en fonction des besoins des partenaires et de leur capacité de remboursement. Le montant moyen des avances accordées ne doit pas dépasser 25.000 DH par bénéficiaire. Toutefois, pour des projets particuliers, ce montant peut être dépassé après examen du dossier et accord de la Direction.

Les micro entrepreneurs, micro exploitants s'engagent au préalable à rembourser les avances à la CSD, conformément à un échéancier établi en concertation avec eux et à leur engagement individuel et solidaire écrits et signés figurant dans le dossier du projet.

### **V.1.3 Fonctionnement de la Caisse Solidaire de Développement CSD**

La Caisse Solidaire de Développement est alimentée par les remboursements des avances consenties aux bénéficiaires directs du projet, des cotisations, des dons, et toutes autres ressources et contributions servant ses objectifs. Les recettes sont enregistrées dans un registre (journal), selon les bonnes règles comptables.

Seules les dépenses afférentes aux investissements destinés au bénéfice de la communauté ou de la filière sont éligibles. Les demandes de financement à travers cette Caisse Solidaire de Développement CSD doivent émaner de la communauté et/ou des bénéficiaires, et obtenir au préalable l'avis de non objection de l'agence. Les dépenses récurrentes tels que les frais de fonctionnement (salaires, frais de téléphone, loyers..), les dépenses de prestige, ne sont pas éligibles.



Le gestionnaire du fonds, pour mener à bien cette mission, perçoit une indemnisation, destinée à couvrir les frais de gestion de la Caisse Solidaire de Développement .Le montant de cette rémunération est défini d'un commun accord avec l'Agence et tient compte de la charge de travail occasionnée par la gestion de ce fonds et son versement se fera par prélèvement automatique sur les remboursements reçus (ces modalités figurent sur la charte de bonne gestion de la CSD).

#### **V.1.4 L'organe de gestion**

Le gestionnaire de la CSD crée un comité de gestion de la caisse où siège un représentant de la communauté (localité) ou des bénéficiaires du projet. Ce comité, veille au bon fonctionnement de la Caisse Solidaire de Développement et désigne deux mandataires habilités à effectuer les opérations relatives aux recettes et dépenses.

##### ***A. Désignation du gestionnaire du fonds***

Le gestionnaire du fonds devra être indépendant des bénéficiaires. Il peut être :

- Une association représentative des populations du site (association villageoise). La caisse de solidarité locale est gérée par un comité de gestion désigné par l'association du village et assisté par l'ADS. Dans ce cas, l'effectif total des membres de l'association doit être supérieur au nombre des membres de ladite association qui vont bénéficier des premières avances de la CSD. Le dossier présenté aux comités d'approbation CAP/CE, doit clairement indiquer l'effectif total de l'association et celui des bénéficiaires.
- Lorsque les avances sont faites à un secteur précis (petit élevage d'ovins ou de caprins, apiculture, cuniculture...) ou une filière, le gestionnaire du fonds devrait être une association de producteurs, une fédération d'associations de producteurs, ou de préférence une association professionnelle.

##### ***B. Tâches de l'organe de gestion***

Le gestionnaire de la CSD s'engage à assurer les tâches suivantes :

- Ouvrir un compte bancaire en son nom intitulé « Caisse Solidaire de Développement de la filière.... ». Ce compte est strictement réservé aux opérations relatives à la Caisse et le gestionnaire de la caisse fournit une attestation. bancaire et un PV d'engagement à n'utiliser ce compte que pour les opérations éligibles.
- Encaisser les avances consenties par l'Agence aux bénéficiaires selon l'échéancier fixé dans l'engagement individuel et/ou collectif. L'organe de gestion ne procède pas au recouvrement des remboursements, c'est le rôle du porteur du projet qui veille au respect des engagements de ses membres.
- Recevoir de la communauté et/ou des bénéficiaires des propositions d'actions et de projets à financer par la Caisse de Solidarité et en dégager les priorités tout en respectant les critères généraux d'éligibilité de l'Agence.
- Engager la dépense après avis de non objection de l'Agence.
- Appuyer, dans la mesure du possible, les bénéficiaires dans la réalisation de leurs actions et projets.
- Communiquer à l'Agence un rapport régulier sur les mouvements du fonds, et ce selon une périodicité définie par la charte.
- Conserver tous les justificatifs de dépenses et de recettes.



- Informer l'Agence, et après les notifications d'usage, des mesures à prendre en cas de retards constatés dans les remboursements.
- Le gestionnaire de la CSD ne peut bénéficier des avances de la caisse qu'il gère

### **V.1.5 Obligations des parties**

Les obligations de l'agence, des partenaires porteurs de projet, et du gestionnaire du fonds (organe de gestion) sont définies par la convention signée par les trois parties.

Les bénéficiaires du projet remboursent, selon un échéancier défini dans la charte, les montants du soutien financier (avance) consenti par l'agence à la CSD. Ces remboursements réalimentent la caisse gérée par un gestionnaire du fonds sous la supervision de l'ADS ou de l'un de ses partenaires institutionnels.

### **V.1.6 Règlement des litiges**

L'Agence se réserve le droit de retirer au gestionnaire la gestion de la Caisse Solidaire de Développement CSD et de réclamer le remboursement intégral des sommes dues en cas d'anomalie ou de dysfonctionnement dans la gestion des fonds. En cas d'irrégularité et/ou de malversation, et après tentative de règlement à l'amiable, l'Agence se réserve les droits de poursuite selon la législation en vigueur.

### **V.1.7 Désistement du gestionnaire du fonds**

En cas de désistement du gestionnaire du fonds, celui-ci informe l'ADS trois mois à l'avance. Toutefois, ce désistement doit s'opérer vers la fin de l'exercice et coïncider avec l'une des échéances telles qu'arrêtées dans le tableau de remboursement. Le gestionnaire du fonds est tenu de transférer le solde disponible, et ce après déduction des indemnités qui lui sont dues au nouveau.

### **V.1.8 Gestion financière du Fonds**

Afin de faciliter la gestion, le suivi des CSD, l'ADS met à la disposition de son gestionnaire et du chargé de projet les tableaux simplifiés ci-après :

- a) À partir de l'état fourni par le Siège contenant les projets par coordination Régionale et par secteur, les CR établissent deux états :



L'état CSD1 retraçant, pour chaque caisse solidaire, et pour chaque projet, le montant débloqué ainsi que l'échéancier de remboursement pour les projets financés par l'ADS;

CSD1											
<u>Projets financés par l'ADS</u>											
Caisse solidaire de .....											
Date de création .....											
Code projet	Porteur	Statut	Date d'approbation	Coût global	Contribution ADS	Période de grâce	Echéancier				
							2005	2006	2007	2008	.....
TOTAL							0	0	0	0	0

L'état CSD2 retrace les mêmes données pour les projets financés par la Caisse Solidaire de développement.

CSD2										
<u>Projets financés par les Caisses Solidaires de Développement</u>										
Caisse solidaire de .....										
Date de création .....										
Code projet	Porteur	Statut	Date de non objection	Coût global	Avance CSD	Période de grâce	Echéancier			
							2005	2006	2007	2008
TOTAL				0	0		0	0	0	0



d) L'état CSD5 (journal) retrace les mouvements enregistrés par le Fonds en recettes et en dépenses.

Il sert de contrôle pour la détermination du solde, tout en permettant de garder une trace des opérations effectuées. Il doit être tenu à la disposition des porteurs de projet qui peuvent ainsi vérifier les engagements effectués par le fonds et les remboursements effectués au titre des projets.

<b>CSD5</b>				
<b><u>JOURNAL</u></b>				
Caisse solidaire .....				
Date de création .....				
Date	Libellé	Recettes	Dépenses	Solde
				<b>0</b>
				<b>0</b>
				<b>0</b>
				<b>0</b>
				<b>0</b>
				<b>0</b>
				<b>0</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

e) L'état CSD6 récapitule par projet le montant du financement accordé, le montant échu décomposé en « remboursé » et « échu non remboursé », ainsi que le montant non échu.

<b>CSD6</b>						
<b><u>Situation par Caisse</u></b>						
Caisse solidaire de .....						
Date de création .....						
Code projet	Porteur	Montant ADS/CSD	Echu	Remboursé	Echu Non remboursé	Non échu
					-	-
					-	-
					-	-
					-	-
					-	-
					-	-
					-	-
					-	-
	<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-

f) L'état CSD7 permet de faire une balance de chaque Caisse solidaire en comparant le solde réel bancaire avec les entrées et sorties issues des tableaux précédent.

<b>CSD7</b>	
<b><u>Balance de la Caisse Solidaire</u></b>	
Coordination régionale de.....	
Montant versé directement à la CSD par l'ADS:	<input type="text"/>
Montant remboursé à la CSD :	<input type="text"/>
Solde (A) :	<input type="text" value="0"/>
Montant déblqué par la CSD :	<input type="text"/>
Frais de gestion payés :	<input type="text"/>
Solde disponible à la CSD :	<input type="text"/>
Solde (B) :	<input type="text" value="0"/>

g) L'état CSD8 intitulé « Situation globale des CSD » qui reprend l'ensemble des CSD et récapitule en les consolidant l'ensemble des éléments contenus dans l'état CSD6.

<b>CSD8</b>						
<b><u>Situation Globale des CSD</u></b>						
Coordination régionale de.....						
Date de création .....						
CSD	Nombre de projets	Montant ADS/CSD	Echu	Remboursé	Echu Non remboursé	Non échu
					0	0
					0	0
					0	0
					0	0
					0	0
					0	0
					0	0
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

L'ensemble des états doit être rempli par le gestionnaire du fonds. Seul l'état CSD8 qui récapitule l'ensemble des tableaux par caisse solidaire sera établi par la Coordination Régionale.

### V.1.9 Suivi des Caisses

Les coordinations régionales sont chargées du contrôle de la gestion des CSD. Elles sont destinataires des rapports sur les mouvements effectués, conformément aux outils de suivi définis dans le présent manuel de procédure. Elles doivent transmettre au siège des rapports dont la périodicité est fixée à six mois (30 juin, 31 décembre).

## V.2. FONDS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (FDL)

### V.2.1 Généralités sur les Fonds de Développement Local

La création d'un fonds de développement local répond à la nécessité de mener une action ciblée au niveau territorial. Il s'appuie sur une collaboration avec des collectivités locales, dans un cadre contractuel. Il peut avoir un champ d'action local, communal, provincial, ou régional ou un axe d'intervention sectorielle. Le Fonds permet de mobiliser plus d'acteurs et d'avoir une densification par la multiplication de projets complémentaires ou intégrés.

Voir mode opératoire - Gestion Financière des projets et des programmes

### V.2.2 Les Fonds de développement Local dédiés aux AGR

Les fonds régionaux dédiés aux AGR sont des exemples de fonds de développement local. Ils permettent de compléter l'action de l'ADS en insistant sur la composante territoriale, la création d'emploi et en ciblant sur des populations vulnérables particulières. Ces fonds sont alimentés par des subventions de l'ADS.

Cet outil permet à l'ADS d'intervenir selon une approche qui respecte ses principes généraux d'intervention et ses critères d'éligibilité, tout en permettant d'élargir et de diversifier les sources de financement, en élargissant à de nouveaux bailleurs de fonds, ce qui permet d'élargir le "tour de table" et d'introduire de nouveaux organismes renforçant ainsi l'approche partenariale de l'ADS.

#### Fenêtre 4 : Objectifs des fonds régionaux

Les fonds régionaux dédiés aux AGR se fixent comme principaux objectifs globaux :

- La promotion d'activités génératrices de revenus ;
- La promotion sociale par la formation qualifiante ;
- La mise en place d'un mécanisme de concertation et de coordination des actions menées par l'ensemble des partenaires ;
- Le renforcement des capacités et des compétences des acteurs locaux de développement;
- Le soutien à des projets d'infrastructure de base liés à une activité génératrice de revenus (souk, piste, aménagement pour gîtes touristiques).

La gestion de ces fonds respecte les principes de bonne gouvernance locale. Un exemple de Fonds Régional déjà opérationnel, Fonds Régional pour la Promotion de l'Emploi FREPE est donné en annexe.



### **V.3. ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS DANS LES PROJETS DE RELOGEMENT DES BIDONVILLOIS (MAITRISE D'OUVRAGE SOCIAL) ET QUARTIERS DEFAVORISES**

#### **V.3.1 Objectifs de la maîtrise d'ouvrage social (volet AGR)**

Il est aujourd'hui démontré et admis que les politiques de résorption des bidonvilles et d'intégration urbaine des quartiers d'habitat insalubre et/ou illégal n'ont pas atteint toute l'efficacité voulue dans le domaine de la prise en compte des dimensions sociales des projets. L'insuffisance de cette prise en compte se manifeste à deux niveaux :

- **En amont des projets**, en raison d'une faible attention à l'adaptation des projets aux conditions sociales, économiques et culturelles des populations concernées, rendant aléatoire l'accès des plus démunis et des plus vulnérables aux bénéfices des projets et créant des « résistances » diverses de la part des autres ;
- **En cours de projet**, en raison d'une insuffisance dans l'information et la communication avec les habitants ainsi que d'une faiblesse de l'accompagnement social qui leur était apporté, notamment à deux moments cruciaux : la préparation du projet, et les premiers mois du changement (transfert ou améliorations sur place).

#### **V.3.2 Méthodologie de diagnostic**

La conduite d'un diagnostic a pour objet de connaître les forces et faiblesses du territoire, ses composantes économiques et sociologiques ainsi que ses potentialités en terme de compétences et de savoir faire.

Elle inclut le diagnostic socio-économique qui analyse la structure sociologique de la population et l'identification des activités à développer, ainsi que la conduite d'un diagnostic participatif du territoire visant à recenser ses caractéristiques économiques et à repérer les principales activités. Le diagnostic vise également la réalisation d'un bilan de compétence et l'identification des opérateurs impliqués dans l'appui aux AGR.

##### ***A. Diagnostic socio-économique***

Ce diagnostic vise essentiellement :

- L'analyse de l'organisation sociale des bidonvilles ;
- La connaissance de la situation économique et sociale des ménages (activités du chef de ménage, des autres membres, données sur les chômeurs, les diplômés à la recherche d'emploi, les revenus, etc....) ;
- La connaissance de l'incidence du relogement sur leur organisation ;
- L'identification des activités à développer et les formes d'organisation de ces activités (petites entreprises individuelles, coopératives, groupements féminins, etc....) ;
- L'évaluation de la capacité des bidonvillois à poursuivre ou redéployer leurs activités à la suite du relogement ;
- L'identification de porteurs de projets (H/F) sur lesquels s'appuyer pour engager les actions.





### ***B. Conduite d'un diagnostic participatif du territoire***

Ce diagnostic consiste à :

- Recenser les caractéristiques économiques du territoire et analyser l'environnement de l'emploi ainsi que sa dynamique ;
- Identifier les types de structures et les modes de gestion entrepreneuriale du territoire (secteur moderne – secteur informel) ainsi que leurs articulations et les flux de travailleurs et de produits ;
- Repérer les activités existantes localement et dans les zones voisines sur lesquelles il serait intéressant de s'appuyer ; renforcer les groupements, associations, coopératives, fédérations, etc... susceptibles de les développer ;
- Réaliser des enquêtes de terrain auprès des principaux acteurs du territoire :
  - Entreprises locales ;
  - Ménages identifiés selon des critères définis au cours du diagnostic ;
  - Associations locales ;
  - Acteurs institutionnels impliqués dans le quartier.
- Réaliser une pré étude de marché pour les productions locales.

### ***C. Réalisation d'un bilan de compétences touchant les diplômés à la recherche d'emploi***

Ce bilan de compétence a pour objet de connaître de manière précise les parcours scolaires, les savoirs faire existant dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage social. La connaissance des compétences disponibles permet d'orienter les projets à monter par les jeunes diplômés. Elle permet également de proposer des actions de formation pour une reconversion des diplômés des certaines branches peu demandées sur le marché du travail.

### ***D. Elargissement du bilan de compétence aux non diplômés***

Il s'agit dans cette phase de recenser les principaux métiers existant en prenant en compte les spécialités, l'expérience et le type de technologie utilisé

### ***E. Identification des opérateurs impliqués dans l'appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) et les politiques de relogement***

Il s'agit :

- D'identifier l'ensemble des acteurs / opérateurs impliqués dans l'appui aux AGR (institutions publiques, autorités, élus, secteurs privés, associations, ONG étrangères et marocaines,...)
- De faire un état des lieux des actions, méthodes et processus engagés par ces acteurs ;
- De connaître les obstacles et les catalyseurs au développement des AGR (problèmes rencontrés par les bénéficiaires, par les institutionnels et les acteurs économiques ; facteurs de réussite de projets d'appui aux AGR) ;
- De repérer les capacités de mobilisation de ces acteurs et proposer des partenariats pour la mise en oeuvre de projets pour la création d'AGR.

### **V.3.3 Modalités d'intervention**

#### ***A. Elaboration d'un programme d'actions pérennes sur un mode participatif pour engager une dynamique de création et d'appui aux AGR***

Les tâches principales consistent à :

- Réunir l'ensemble des acteurs du territoire porteurs de projets (H/F) pour présenter une image socio-économique du territoire ;
- Identifier des activités génératrices de revenus (préexistantes ou nouvelles) adaptées au contexte identifié. La restitution des résultats du diagnostic auprès des acteurs (porteurs de projets (H/F), bailleurs de fonds et institutions d'appui technique), doit permettre de faire partager les éléments du diagnostic et les critères de sélection des projets afin de confronter différents points de vue. Cette phase est essentielle dans la perspective d'une appropriation d'un programme d'actions destiné à soutenir et créer des AGR ;
- Engager une concertation sur la conception, la mise en œuvre et la faisabilité des actions de chaque programme avec identification de commissions de travail pluridisciplinaires ou comités de pilotage, suivant les principaux axes de développement identifiés ;
- Soutenir la création d'une structure locale de micro crédit pour la production et la commercialisation ;
- Encourager la mise en œuvre d'un dispositif d'insertion pérenne en collaboration avec des organismes de formation et d'accompagnement à l'insertion (organismes préexistants ou/et à mettre en place);

L'approche méthodologique à suivre se base sur le déroulement de phases précitées qui permettent d'ajuster la méthode et les outils d'investigation au contexte local. Ainsi, le diagnostic auprès des familles permet d'observer et d'analyser les problématiques économiques du quartier et de travailler avec les représentants de chaque corporation, des jeunes, des femmes et les associations, pour réfléchir ensemble aux projets qui pourraient être mis en œuvre, puis pour mesurer leur capacité de mobilisation dans le montage des dits projets. La mise en situation et la réflexion collective des habitants autour de projets doivent permettre de tester le degré et la capacité de mobilisation de la population.

#### ***B. Mise en place d'un fonds de développement local***

Ce fonds de développement fonctionne à l'image du fonds de développement local (voir chapitre IV.2).

#### ***C. Etablissement de partenariats avec des ONG***

En vue d'appuyer la promotion et le développement d'activités génératrice de revenu au profit des habitants concernés par l'opération de relogement, l'ADS peut établir un partenariat avec une association pour l'identification, la préparation, le financement et la réalisation de projets de développement.

Par ce partenariat, l'ADS confie à l'ONG les prestations touchant :

- La sensibilisation des populations cibles à la création et le développement d'entreprises ;
- L'accueil, l'accompagnement et le suivi des petits porteurs de projets (H/F) ;
- Les formations collectives et/ou individuelles.



Les tâches nécessaires à la réalisation de cet objectif sont les suivantes :

- Contribuer au montage de projets économiques par les habitants ;
- Assurer le renforcement de l'organisation des filières professionnelles déjà existantes et la création de coopératives, d'associations, de micro entreprises ou autres structures ;
- Favoriser l'apparition de pépinières d'entreprises sur des métiers porteurs ;
- Identifier les porteurs de projets (H/F) individuels (diplômés chômeurs, femmes, jeunes non diplômés et/ou qualifiés) et les accompagner dans la création d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emploi (entreprises ou coopératives);
- Apporter un appui technique au montage des projets économiques et à la création de micro ou petites entreprises ou coopératives, par le suivi individuel et/ou par des formations collectives ;
- Aider les individus ou les entités ciblés à accéder aux financements nécessaires et appropriés à la réalisation de leurs projets ;
- Veiller au respect des dispositions juridiques réglementant chaque secteur professionnel.

### **V.3.4 Ciblage des interventions**

#### ***A. Appui à l'insertion économique des femmes***

Un intérêt tout particulier doit être porté à la situation des femmes et des actions pouvant être imaginées afin qu'elles deviennent des pourvoyeuses de revenus pour leur famille et un élément clé de la dynamique économique et sociale locale.

Pour cela, plusieurs dimensions à la fois culturelle et matérielle de la problématique féminine doivent être intégrées à la démarche AGR, en partant de l'idée que leur situation nécessite un dispositif singulier au regard des autres publics.

Au regard de la réalité des femmes, il est intéressant de développer des activités telles que :

- L'accompagnement familial
- L'alphabétisation fonctionnelle
- Les formations aux arts ménagers
- Le préscolaire et le soutien scolaire
- Les petits commerces
- L'aide aux personnes âgées
- Autres ....

Compte tenu enfin de la faible capacité des femmes à pouvoir se mobiliser et se regrouper sans être accompagnées de manière forte et soutenue, il paraît essentiel qu'un opérateur social expérimenté intervienne dans un premier temps en appui aux femmes, à leur organisation et au développement de leurs activités, en ayant sur le terrain une équipe qui anime et coordonne l'action au quotidien. Il peut également être envisageable qu'un appui au montage de l'association de quartier soit proposé par ce même opérateur afin que certains domaines de compétences comme la méthodologie d'appui à la création d'entreprises, soient ensuite progressivement transférés à l'association.



## ***B. Redéploiement de certains métiers pratiqués dans le contexte bidonvillois***

### **Actions à mener**

- Etudier le problème des locaux commerciaux ou artisanaux mis à disposition des habitants du quartier pour l'exercice de l'activité et le stockage des matériaux ;
- Favoriser certains groupements professionnels ;
- Permettre la mise en place de formations destinées à la gestion et à la comptabilité des activités artisanales commerciales... ;
- Accompagner l'installation des commerçants–artisans pratiquant au sein des bidonvilles ;
- Favoriser la professionnalisation de certains savoir-faire, notamment dans les métiers du bâtiment ;
- Venir en appui à la formulation de microprojets pour chacun des groupements professionnels constitués ;
- Etablir un système de suivi de ces microprojets ;
- Favoriser l'accessibilité au crédit / micro crédit.

### **Services/partenaires à solliciter**

- Services institutionnels compétents ;
- Centres de formation publics, privés et ONG ;
- ONG spécialisées en AGR (formation, assistance, montage).

## ***C. Promotion de l'emploi salarié et développement de l'auto emploi pour les jeunes et les inactifs***

### **Démarche proposée**

- Mettre en adéquation les besoins des entreprises avec le niveau de formation des habitants ;
- Mettre en adéquation les perspectives économiques du quartier et plus globalement du territoire, avec la capacité des habitants à entreprendre ou à créer leur emploi dans les secteurs susceptibles de se développer ;
- Mettre en adéquation les besoins de formation de la population avec les dispositifs de formation offerts sur la zone.



## VI. L'APPUI AU SECTEUR DU MICRO-CREDIT

### VI.1. ASPECT INSTITUTIONNEL

L'activité de micro crédit connaît un développement remarquable, démontrant la souplesse et l'adaptation de ce mode de financement aux besoins des populations cibles.

#### ***Fenêtre 5 : Objectifs et approches communes aux AMC et à l'ADS***

**L'action de l'ADS et des associations de micro crédit concordent et se complètent sur de nombreux aspects, notamment :**

- **L'appui aux petits projets de développement social destinés à lutter contre la pauvreté et bénéficiant aux populations vulnérables principalement en milieu rural;**
- **La mise en place d'un moyen approprié offrant aux personnes démunies la possibilité de créer leurs propres affaires ;**
- **L'accès des personnes économiquement pauvres au système de financement dont elles sont exclues actuellement en raison de l'absence d'épargne et de capitaux.**
- **Le développement de micros entreprises à travers l'accès parallèle à la formation, au conseil et à l'assistance technique ;**
- **La réduction de l'exclusion et la marginalité sociale dans les périphéries urbaines ;**
- **La lutte contre la précarité qui frappe des milliers de citoyens dans les campagnes et les centres urbains ;**
- **L'intégration des populations vulnérables et leur insertion par une activité économique.**

Afin d'atteindre ces objectifs de manière efficace et en vue de créer des synergies avec le secteur du micro crédit, l'agence a signé des conventions de partenariat avec la Fédération Nationale des Associations de Micro Crédit (FNAM) et avec certaines associations de micro crédit (AMC), tendant à :

- La mise à disposition de fonds de crédit , sous forme d'avances remboursables en vue d'encourager des AMC à s'investir en milieu rural ou dans des filières déterminées ;
- La gestion déléguée des fonds solidaires créés par l'ADS aux institutions de micro crédit ;
- Le soutien à des actions complémentaires au micro crédit telles que la formation, l'assistance, le conseil, le soutien à la création de pépinières de micro entrepreneurs ;
- Les études et recherches sur l'impact du micro crédit sur les revenus supplémentaires générés, sur l'emploi, sur la valeur ajoutée liée à l'activité au secteur ;
- L'implication des institutions dans les programmes urbains relatifs à la « maîtrise d'ouvrage social » ;
- Et autres programmes de développement local de lutte contre la pauvreté lancés en participation avec divers partenaires.

Dans le cadre de ces partenariats, l'Agence assure avec ses partenaires le financement, l'assistance et la supervision des projets d'appui au secteur du micro crédit, ainsi que des actions d'appui telles que la formation et/ou la sensibilisation.

## VI.2. L'APPORT FINANCIER ET SECTORIEL

L'agence appuie les AMC en leur accordant des avances à rembourser sans intérêts, destinées à leur permettre de distribuer des micro crédits dans une zone précise ou pour un secteur d'activité ou une filière déterminés.

Les montants et les taux d'intérêts à appliquer aux micros entrepreneurs sont négociés entre l'Agence et les AMC concernées. Dans certains cas, celles-ci reçoivent une subvention d'appui pour les aider à réaliser le programme objet de la convention, comme par exemple le soutien pour l'ouverture d'une antenne en milieu rural, l'acquisition d'équipements,...

Les conventions signées par l'Agence comprennent les modalités de remboursement, les échéances, les litiges éventuels...

Lorsque l'association de micro crédit réalise les conditions préliminaires, et sauf stipulations contraires, l'ADS verse sa contribution en une seule tranche.

### *Fenêtre 6 : Obligations contractuelles de l'AMC*

**Les obligations de l'association de micro crédit consistent en la réalisation des opérations suivantes :**

- **Ouverture d'un compte spécifique pour le projet ;**
- **Dépôt de la contribution dans le compte spécifique du projet ;**
- **Rapport sur les opérations réalisées ;**
- **Evaluation des réalisations de la période achevée ;**
- **Arrêté des comptes ;**
- **Rapport d'audit interne ;**
- **Rapport d'audit financier externe avec un rapport final complet.**

## VI.3. LES ACTIONS D'APPUI DE L'ADS AU SECTEUR DU MICRO CREDIT

### VI.3.1 La formation

A travers l'appui à des formations adaptées aux besoins des bénéficiaires, l'agence cherche à :

- Améliorer la capacité des bénéficiaires en terme de gestion et de marketing ;
- Remédier au manque de systèmes de suivi, d'évaluation et d'études d'impact ;
- Permettre de promouvoir l'échange d'expériences en matière de formation - assistance technique ;
- Utiliser des supports audio-visuels et s'appuyer sur la participation active des bénéficiaires.
- Accompagner les micros entreprises à s'organiser pour passer au secteur formel ;
- Assurer des formations sur les fonctions clés de l'entreprise (commercial, qualité, gestion...) ;
- Aider les micros entrepreneurs à analyser leurs motivations et à assurer psychologiquement et socialement leur rôle de chef d'entreprise ;
- Faire connaître aux micros entrepreneurs les dispositions légales, financières et fiscales applicables dans leur domaine .

- Sensibiliser les micros entrepreneurs aux concepts de développement durable et de préservation de l'environnement ;
- Présenter les atouts et les contraintes du territoire ainsi que les potentiels à valoriser.

En ce sens, la formation doit leur permettre d'acquérir non seulement des connaissances techniques directement applicables, mais aussi de développer des aptitudes non techniques leur permettant de s'adapter à de nouvelles tâches.

### **VI.3.2 L'assistance**

L'Agence met à la disposition de ses partenaires (AMC), les moyens humains, matériels ainsi que la technicité et l'expertise nécessaires à la conception, la réalisation et le suivi des projets soutenus.

Dans ce cadre, l'Agence, à travers les structures d'accompagnement (associations partenaires) peut :

- Accompagner les micros entrepreneurs dans la conception et la réalisation de leurs propres affaires (business plan), notamment pour la commercialisation de leurs produits ;
- Renforcer les acquis en formation à travers un suivi sur le terrain ;
- Proposer des modèles de supports de communication adéquats (brochures, dépliants, cartes, affiches...);
- Fournir aux micros entrepreneurs des documents d'information, d'accueil et d'orientation ;
- Familiariser les micros entrepreneurs avec les formalités administratives et leur présenter les mesures destinées à leur simplification ;
- Fournir un appui « post création », sous forme d'un accompagnement généraliste, capable de diagnostiquer les besoins et d'orienter -si nécessaire- vers l'organisme spécialisé compétent ;
- Aider à la création de groupements d'intérêt économique (GIE) par la mise en commun des moyens pour atteindre certains objectifs.





# Annexes



## ANNEXE 1 : NOMENCLATURE DES ACTIVITES ELIGIBLES

Rubrique ADS	Code NMA (branche sous branche)	Intitulé
<b>1. Agriculture</b>		
<b>Petits Périmètres Irrigués (PPI)</b>		
- Construction de seguias	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Equipement d'un point d'eau par une pompe	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Approfondissement, creusement et équipement de puits	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Creusement et aménagement de sources	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Aménagement et entretien de points d'eau	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Amélioration des infrastructures d'irrigation	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
- Aménagement de khetaras	41.0	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>Irrigation Localisée</b>		
<b>Aménagement Foncier</b>		
- Evacuation des pierres et mise en valeur des terres agricoles		
<b>Mécanisation</b>		
<b>Valorisation et Transformation des Produits Agricoles</b>		
<b>Valorisation</b>		
<b>Agriculture Biologique</b>		
- Truffes	01.1	Culture
- Champignons	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Amandes	01.2	Arboriculture
- Noix	01.2	Arboriculture
<b>Plantes aromatiques et médicinales</b>		
- Safran	01.1	Culture
- Romarin	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Caroubier	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Henné	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Cumin	01.1	Culture
- Algues	05.0	Pêche, aquaculture
- Thym	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Armoise blanche	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.

Rubrique ADS	Code NMA (branche sous branche)	Intitulé
- Lavande	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Myrte	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Alfa	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Origan	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Coriandre	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Persil	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Paprika (poudre)	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Sauge	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Fenouil (gaines)	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
- Fenugrec	02.0	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.
<b>Transformation</b>		
- Cactus	15.8	Autres industries alimentaires
- Huile d'argane	15.4	Industrie des corps gras
- Huile d'olives	15.4	Industrie des corps gras
- Figs	15.3	Industrie des fruits et légumes
- Fruits séchés	15.3	Industrie des fruits et légumes
- Pâte de dattes	15.8	Autres industries alimentaires
<b>2. Elevage</b>		
<b>Appui à la Production</b>		
- Elevage Ovin	01.3	Elevage
- Elevage Camelin	01.3	Elevage
- Elevage Bovin	01.3	Elevage
- Elevage Autruche	01.3	Elevage
- Apiculture – Miel	01.3	Elevage
- Elevage Caprin	01.3	Elevage
- Construction de baignoires antiparasitaires	01.3	Elevage
- Construction d'abreuvoirs	01.3	Elevage
- Cuniculture	01.3	Elevage
- Aviculture	01.3	Elevage
- Pisciculture	05.0	Pêche, aquaculture
- Héliculture (escargots)	15.4	Elevage
- Nouvelles espèces fourragères	01.4	Culture et élevage associés
<b>Valorisation et Transformation des Produits de l'élevage</b>		
<b>Aménagement des Parcours</b>		
- Délimitation de parcours		

Rubrique ADS	Code NMA (branche sous branche)	Intitulé
<b>3. Pêche Artisanale</b> <b>Appui à la Production</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de barques de la pêche artisanale</li> <li>- Acquisition et équipement de canots de pêche</li> </ul> <b>Valorisation Transformation et Commercialisation des Produits de la pêche</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la qualité du transport et de la commercialisation du poisson</li> </ul>	<p style="text-align: center;">05.0</p> <p style="text-align: center;">05.0</p>	<p>Pêche, aquaculture</p> <p>Pêche, aquaculture</p>
<b>4 Artisanat</b> <b>Artisanat de Production Courante</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tapis</li> <li>- Tissage</li> <li>- Broderie</li> <li>- Couture</li> <li>- Bois</li> <li>- Bois de thuya</li> <li>- Bois de sapin</li> <li>- Poterie et céramique</li> <li>- Fer forgé</li> <li>- tannerie</li> <li>- Articles de cuir</li> <li>- Vannerie</li> <li>- Ouvrages en cuivre</li> <li>- Bijouterie de fantaisie</li> <li>- Construction de complexes artisanaux</li> <li>- Mise à niveau des équipements et installations (fours à gaz, foyers améliorés)</li> </ul> <b>Sauvegarde des métiers traditionnels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sellerie</li> <li>- Cuir ciselé</li> </ul>	<p style="text-align: center;">17.5</p> <p style="text-align: center;">17.2</p> <p style="text-align: center;">17.2</p> <p style="text-align: center;">17.4</p> <p style="text-align: center;">20.5</p> <p style="text-align: center;">20.5</p> <p style="text-align: center;">20.5</p> <p style="text-align: center;">26.2</p> <p style="text-align: center;">28.7</p> <p style="text-align: center;">19.1</p> <p style="text-align: center;">19.2</p> <p style="text-align: center;">20.5</p> <p style="text-align: center;">28.7</p> <p style="text-align: center;">36.2</p>	<p>Fabrication de tapis et autres industries textiles</p> <p>Tissage</p> <p>Tissage</p> <p>Fabrication d'articles textiles</p> <p>Fabrication d'objets divers en bois, liège ou vannerie</p> <p>Fabrication d'objets divers en bois, liège ou vannerie</p> <p>Fabrication d'objets divers en bois, liège ou vannerie</p> <p>Fabrication de produits céramiques</p> <p>Fabrication d'autres ouvrages en métaux</p> <p>Apprêt et tannage des cuirs</p> <p>Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie</p> <p>Fabrication d'objets divers en bois, liège ou vannerie</p> <p>Fabrication d'autres ouvrages en métaux</p> <p>Bijouterie</p> 

Rubrique ADS	Code NMA (branche sous branche)	Intitulé
<p><b>Artisanat d'Art</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mosaïque, Zellige</li> <li>- Menuiserie traditionnelle de bâtiment</li> <li>- Décoration sur bois</li> <li>- Sculpture sur plâtre</li> <li>- Réhabilitation du bâtiment traditionnel</li> <li>- Tadallakt (revêtement mural traditionnel artisanal)</li> </ul> <p><b>Artisanat de Service</b></p> <p><b>Appui à la reconversion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorganisation de filières professionnelles</li> <li>- Création de pépinières d'entreprises</li> </ul>	<p>19.1</p> <p>19.3</p> <p>26.7</p> <p>20.3</p> <p>20.5</p> <p>26.2</p> <p>45.2</p> <p>45.4</p>	<p>Apprêt et tannage des cuirs</p> <p>Fabrication de chaussures</p> <p>Travail de la pierre</p> <p>Fabrication de charpentes et de menuiseries</p> <p>Fabrication d'objets divers en bois, liège ou vannerie</p> <p>Fabrication de produits céramiques</p> <p>Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie-civil</p> <p>Travaux de finition</p>
<p><b>5 <u>Tourisme Rural</u></b></p> <p><b>Promotion d'Infrastructures Touristiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de gîtes ruraux</li> <li>- Aménagement d'une maison d'hôtes en milieu rural</li> <li>- Développement de l'écotourisme</li> </ul>	<p>55.2</p> <p>55.2</p> <p>55.2</p>	<p>Autres moyens d'hébergement de courte durée</p> <p>Autres moyens d'hébergement de courte durée</p> <p>Autres moyens d'hébergement de courte durée</p>
<p><b>6. <u>Promotion d'Activités de Service</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Métiers urbains proximité</li> <li>- Cours de soutien scolaire</li> <li>- Crèches</li> <li>- Recyclage des papiers et cartons</li> <li>- Mise en place d'une unité de traitement et compostage des déchets</li> <li>- Centre de co-traitement des déchets</li> <li>- Jardinage</li> <li>- Nettoyage</li> <li>- Gardiennage et surveillance</li> </ul>	<p>93.0 /</p> <p>74.8</p> <p>80.6</p> <p>80.1</p> <p>37.2</p> <p>90.0</p> <p>90.0</p> <p>74.8</p> <p>74.7</p> <p>74.8</p>	<p>Services personnels</p> <p>Services divers fournis principalement aux entreprises</p> <p>Formation permanente et autres activités d'enseignement</p> <p>Enseignement préscolaire</p> <p>Récupération de matières non métalliques recyclables</p> <p>Assainissement, voirie et gestion et gestion des déchets</p> <p>Assainissement, voirie et gestion et gestion des déchets</p> <p>Services divers fournis principalement aux entreprises</p> <p>Activités de nettoyage</p> <p>Services divers fournis principalement aux entreprises</p>

<b>Rubrique ADS</b>	<b>Code NMA (branche sous branche)</b>	<b>Intitulé</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restauration du personnel</li> <li>- Petite restauration</li> <li>- Transport du personnel</li> <li>- Maintenance (électromécanique, électrique, hydromécanique)</li> <li>- Informatique</li> <li>- Comptabilité</li> <li>- Reprographie</li> <li>- Entretien des bâtiments</li> <li>- Services à domicile</li> <li>- Services à la personne</li> <li>- Transport urbain</li> <li>- Marchés mobiles</li> <li>- Services sociaux collectifs</li> <li>- Activités de loisirs</li> <li>- Soutien des actions de labellisation (formation, conseil, accompagnement, matériel de laboratoire)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>74.8</li> <li>55.3</li> <li>60.2/ 74.8</li> <li>74.8</li> <li>72.2/ 72.3/ 72.5</li> <li>72.3</li> <li>22.2</li> <li>74.8</li> <li>95.0/ 93.0</li> <li>93.0</li> <li>60.2</li> <li>52.1</li> <li>85.3</li> <li>92.7</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services divers fournis principalement aux entreprises</li> <li>Restaurants</li> <li>Transports routiers urbains</li> <li>Services divers fournis principalement aux entreprises</li> <li>Services divers fournis principalement aux entreprises</li> <li>Réalisation de logiciels</li> <li>Traitement de données</li> <li>Entretien de réparation de machines de bureau et de matériel informatique</li> <li>Traitement de données</li> <li>Imprimerie</li> <li>Services divers fournis principalement aux entreprises</li> <li>Services domestiques</li> <li>Services personnels</li> <li>Services personnels</li> <li>Transports routiers urbains</li> <li>Commerce de détail en magasin non spécialisé</li> <li>Action sociale</li> <li>Activités récréatives</li> </ul>
<p><b>7. <u>Services Micro- Financiers de Proximité</u></b>  <b>Appui aux Association de Micro crédit (AMC)</b>  <b>Renforcement des Capacités Techniques des Bénéficiaires du Micro Crédit</b></p>		
<p><b>8. <u>Autres Activités Eligibles</u></b></p>		

**ANNEXE 2: MANUEL DE PROCEDURES DU FREPE**

Programme d'Appui à la lutte contre la pauvreté  
« Fonds Régional pour la Promotion de l'Emploi »  
(FREPE)

**SOMMAIRE**

- 1- Présentation du Programme FREPE
- 2- La stratégie du Programme FREPE
- 3- La gestion du Programme FREPE
- 4- Le cadre de gestion du programme FREPE
- 5- Les axes d'intervention du programme FREPE
- 6- Modalités d'intervention du programme FREPE
  - Les avances remboursables
  - Les subventions
  - Le micro-crédit
- 7 - Les critères d'éligibilité des projets
- 8 - La population cible
- 9 - Le financement des projets
- 10- Procédures pour la passation des contrats de services et des marchés de travaux et de fournitures
- 11 - Convention de partenariat



## 1 - Présentation du Fond Régional pour la Promotion de l'Emploi (FREPE)

Le FREPE s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat entre la Région de Marrakech-Tansift-Al Haouz, le Ministère de du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité/Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MDSFS/MEFP), l'Agence de Développement Social (ADS) et le Programme des Nations Unies pour de Développement (PNUD). Cette convention a été signée le 24 mai 2004.

Le FREPE se fixe comme principaux objectifs globaux :

- La promotion d'activités génératrices de revenus, à travers la mise en œuvre de projets opérationnels au profit essentiellement des femmes, des jeunes et des handicapés;
- La promotion sociale, par la formation qualifiante, des groupes défavorisés ;
- L'amélioration de l'accès des populations pauvres aux services de base, liés à la création des activités économiques ;
- la mise en place d'un mécanisme de concertation et de coordination des actions menées par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux dans la région, et la réaffirmation du rôle de la région dans ce domaine, dans la perspective du renforcement du processus de décentralisation ;
- Le renforcement des capacités et des compétences des acteurs locaux de développement (élus, cadres communaux, personnel des services extérieurs, cadres associatifs, etc...) en matière d'identification, de formulation et de mise en œuvre, selon une approche participative et partenariale, de projets visant l'amélioration des conditions de vie des populations démunies.

## 2- Stratégie du programme FREPE

Pour faciliter et favoriser la mise en œuvre de cette mission, le FREPE a opté pour une approche transversale se déployant à toutes les étapes de son action. Cette approche se concentre essentiellement sur : la participation, le genre et le respect des normes environnementales.

- *L'approche participative* consiste à soutenir et à accompagner les projets émanant des populations. L'implication des hommes et des femmes dans toutes les phases du projet constitue un moyen efficace d'assurer la pérennité des projets et par la même occasion elle favorise un développement durable.
- *L'approche genre* met l'accent sur la participation nécessaire des femmes à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets ainsi que sur l'amélioration de leur statut. Cette approche est à même d'assurer un développement social et économique, équilibré, harmonieux et durable car elle élimine toute discrimination entre les sexes, donne davantage d'opportunités aux femmes et valorise leur contribution au développement en tant qu'actrices et bénéficiaires.
- *La dimension environnementale* vise, à travers la prise en compte et la gestion rationnelle du patrimoine naturel et culturel à assurer une meilleure compatibilité et un meilleur équilibre entre le développement économique et social d'une part et la préservation des ressources naturelles et de l'écosystème d'autre part.

## 3- Gestion du programme

La gestion du programme est assurée par une Unité de Gestion du Projet (UGP) mise en place par l'Agence de Développement Social (ADS). Le siège de l'UGP est domicilié auprès du Conseil Régional de Marrakech-Tansift - Al Haouz (MTH). Sa mission se déploiera sur les axes ci-après :



- la mise en œuvre de la stratégie du programme, l'étude et le financement des projets ;
- la formation aux profits des associations, des coopératives, des cadres administratifs ainsi que pour les élus ;
- l'appui aux partenaires ainsi que le suivi et l'évaluation des projets ;
- Et la coordination entre les différents partenaires locaux.

#### 4-La Structure de Gestion du Programme :

La structure du programme se présente comme suit :

- Un Coordonnateur régional du programme FREPE,
- Des Chargés de projets (un Chargé de projet par province),
- Une Assistante du programme,
- Un Comité Régional de Pilotage (CRP),
- Un Comité Régional d'Approbation des Projets (CRAP).

#### 4 - Structure de gestion du programme

Structure	Attributions
<p><b><u>Comite Régional de Pilotage (CRP) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Wilaya ou son représentant ;</li> <li>✓ Le Conseil Régional (Président) ou son représentant ;</li> <li>✓ Un Représentant du ministère du développement social, de la famille et de la solidarité ;</li> <li>✓ Un Représentant du ministère de l'Emploi ;</li> <li>✓ Le PNUD ou son représentant ;</li> <li>✓ L'Agence de Développement Social ou son représentant.</li> </ul> <p><b><u>Comité Régional d'Approbation des Projets (CRAP) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Coordonnateur Régional de l'ADS (président) ;</li> <li>✓ Le Coordonnateur du FREPE ;</li> <li>✓ Un Représentant du Conseil Régional MTH</li> <li>✓ Les Chargés de projets ;</li> <li>✓ Un Représentant des Services Extérieurs selon la nature du projet.</li> </ul> <p><b><u>Unité de gestion du programme (UGP) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le Coordonnateur Régional du programme ;</li> <li>✓ les Chargés de projets ;</li> <li>✓ l'Assistante du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définit les grandes options stratégiques du programme,</li> <li>- Valide le plan de travail annuel,</li> <li>- Assure le suivi et l'évaluation de l'état d'avancement du programme.</li> <li>- Réunion d'évaluation une fois par an.</li> <li>- Examen</li> <li>- Sélection</li> <li>- Validation des projets et des conventions de partenariat.</li> <li>- Coordination.</li> <li>- Mobilisation, suivi et encadrement des partenaires sur le terrain.</li> <li>- Gestion Administrative du programme.</li> </ul>



## 5 - Les axes d'intervention du programme FREPE

Sur la base des potentialités et spécificités de la région, les axes du programme sont fixés comme suit :

- Des activités économiques adaptées aux spécificités et potentialités locales (Agriculture, élevage, transformation des produits de terroir, culture biologique, artisanat, activités touristiques, services de proximité, petits métiers,.....)
- Des modules de formation professionnelle adaptés au profit des porteurs de projets dans différentes activités économiques génératrices de revenus.
- Le renforcement des capacités et des compétences des acteurs locaux de développement (élus, cadres communaux, personnel des services extérieurs, cadre associatifs, ect.)

## 6- Modalités d'intervention du programme

En rapport avec les principaux objectifs assignés par le programme, le FREPE propose trois modes d'intervention pour le financement des activités prévues :

### A) Les Avances Remboursables :

- Les bénéficiaires : Associations, Coopératives, Groupement de micro entrepreneurs.
- Montant de l'avance : en fonction des projets.

Le FREPE apportera son concours financier sous forme d'une avance qui sera accordée aux groupements de micro-entrepreneurs (femmes et hommes) sans intérêt et sans frais. Les montants des avances sont différents selon la nature des projets. Ils sont calculés en fonction des besoins des partenaires, de leurs capacités de remboursement et de la nature de leurs activités.

Les montants et délais de remboursements doivent tenir compte des cycles de production et de commercialisation des produits (activités saisonnières ou permanentes). Dans la plupart des cas, un délai de grâce d'un an au maximum est accordé aux bénéficiaires. Une fois ce délai est consommé, les bénéficiaires doivent rembourser l'avance selon les modalités qui seront précisées dans la convention de financement.

Pour tous les projets, il faut réclamer une caution solidaire, une garantie solidaire, ou un engagement solidaire des bénéficiaires. En cas de défaillance, et si le programme n'arrive pas à récupérer les montants dus, les équipements initialement financés par le FREPE deviennent systématiquement sa propriété, et de ce fait, il est en droit de les récupérer et dans certains cas le FREPE peut demander le remboursement des montants accordés aux partenaires.

### B) Les Subventions :

Selon les projets et les besoins des populations, une subvention est accordée par le FREPE aux demandeurs (groupements, associations, coopératives...). Des subventions sont versées au profit de cette catégorie aux projets :

- D'appui, de formation et d'encadrement des différentes catégories de bénéficiaires,
- De réalisation d'infrastructures (ISDB) liées à la création d'activités économiques « génératrices de revenus » et créatrices d'emplois.
- La formation au profit des porteurs de projets générateurs de revenus.

### **C) Le Micro-crédit :**

- a. Les bénéficiaires : les individus
- b. Montant de prêt : entre 2.500,00 – 30.000,00 Dhs.
- c. Organe d'exécution : une institution de micro-crédit (sous-traitance)

### **7 - Critères d'éligibilité des projets**

Les projets seront soumis à deux types de critères d'éligibilité :

- Les critères généraux utilisés pour vérifier la justification de la demande,
- Les critères spécifiques d'évaluation qui constituent un guide de références utilisées lors de l'évaluation des propositions.

### **A) Critères généraux :**

**Pour être éligible, le projet doit :**

- Profiter aux groupes et personnes les plus défavorisées de la population,
- Etre viable sur le plan technique et socio-économique,
- Présenter des garanties de durabilité,
- Utiliser en priorité les ressources humaines et matérielles locales,
- Ne présenter aucun impact négatif sur l'environnement.

### **B) Critères spécifiques :**

A côté des critères généraux précités, les projets, selon leur nature, seront évalués sur la base de certains critères spécifiques selon qu'il s'agit de projets d'infrastructures liées à la création d'activités économiques, d'activités génératrices de revenus ou de formation et d'appui institutionnels.

### **8 - La population cible**

Tout d'abord, le programme FREPE couvre toute la région de Marrakech-Tansift-Al-Haouz, de ce fait, toutes les personnes résidentes dans la région sont considérées comme des bénéficiaires dudit programme. Il y a deux catégories de populations cibles:

#### **1) Les Femmes, les Jeunes et les Handicapés**

Il s'agit des populations démunies, pauvres, vulnérables, particulièrement les femmes, les handicapés et les jeunes qui sont des micro-entrepreneurs ayant un savoir faire dans l'activité proposée ou désirant l'exercer.

#### **2) Les organes facilitateurs :**

Il s'agit :

- des associations, des coopératives, des promoteurs ayant un projet créateur d'emplois pour les catégories ciblées du FREPE ;
- des acteurs locaux (élus, cadres communaux, cadres associatifs, adhérents des coopératives, cadres des chambres professionnelles, etc...).

Le FREPE programmera des cycles de formation au profit des formateurs ainsi que le conseil, l'appui et l'accompagnement des porteurs de projets pendant les phases de montage, de réalisation et de suivi des projets.

## 9 – Le financement des projets :

Pour tous les projets générateurs de revenus, une petite étude de rentabilité sera demandée aux porteurs de projets. La réalisation de cette étude sera faite soit par le demandeur avec l'appui des services extérieurs compétents, soit dans certains cas, le programme fera appel à un organisme spécialisé pour appuyer les porteurs de projets dans la production de cette étude.

### a) La demande de financement :

Pour bénéficier du financement d'un projet dans le cadre de ce programme, le porteur du projet doit remplir un formulaire de demande de financement et nouer un contact permanent avec « le **Chargé de Projet** » de la province.

### b) Les documents à fournir pour les deux catégories de bénéficiaires seront :

- Pour les personnes physiques :

Photocopie de la CIN, certificat de résidence, attestation du niveau d'études.

- Pour les personnes morales :

Registre de commerce, attestation fiscale, attestation de la CNSS, patente.

### c) La procédure de traitement des demandes de financement :

Celle-ci ne doit pas dépasser 2 mois à compter de la date de réception du dossier complet contre un récépissé de dépôt : Instruction : 1,5 mois ; Approbation et contractualisation : 15 jours.

### d) Cycle du projet : de la phase d'identification jusqu'à la signature de la convention de partenariat.

Phases du projet	Opérations	Intervenants
1- Identification et conception du projet :	Discussion, élaboration et envoi du projet à l'unité de gestion du programme	-Associations ; -Coopératives ; -Groupement.
2- Première évaluation du projet :	-Inscription du Projet ; - reçu pour le porteur du projet ; - Evaluation technique ; -Evaluation sur le terrain.	-Services extérieurs des ministères ; -Communes ; -Cadres du programme.
3- Examen du projet (approbation, rejet ou renvoi pour étude) :	-Soumission après étude du projet aux instances du programme.	Comité Régional d'Approbation des Projets (CRAP).
4 - Lancement du Projet :	-Notification de l'approbation du projet par l'unité de gestion du programme -Signature de la	-Unité de gestion du programme . -Représentants des bénéficiaires.

	convention de partenariat.	
5 – Exécution du projet :	- Réalisation - Suivi - Evaluation - Réception	-Porteurs de projets ou intervenants ; -L'UGP ; -Les parties Contractantes.
6- Post-Réalisation :	- Fonctionnement et entretien (en cas de besoin) ; - formation des usagers (en cas de besoin).	-Associations ou Autres ; -Unité de gestion du Programme (UGP).

## 10 - Procédures pour la passation des contrats de services et des marchés de travaux et de fournitures

- Le partenaire s'engage à réaliser le projet et à utiliser la subvention de programme FREPE (appui, avance) conformément aux dispositions de la convention de partenariat et du présent guide. L'objectif étant de mettre en œuvre une gestion administrative, comptable et technique rigoureuse.

- Le partenaire est responsable en particulier de l'organisation et du contrôle du chantier, du recrutement de la main d'œuvre spécialisée (manœuvres, artisans ...) et de l'achat des matériaux, fournitures, équipement ainsi que leur stockage et transport sur les lieux du chantier.

Durant la réalisation des projets communautaires, les procédures suivantes devront être rigoureusement respectées :

- Election d'un Comité de pilotage du projet, représentatif du ou des douars concernés. Ce comité nommera un gestionnaire technique et financier du projet. Le FREPE pourra recruter un agent de développement qui appuiera le partenaire, l'assistera dans la mobilisation de sa contribution, contrôlera la qualité des activités et veillera au bon usage des fonds transférés à l'association.
- En cas de besoin et à la demande du partenaire, une formation préalable dans la gestion fiduciaire du projet (comptabilité simplifiée, passation de petits contrats etc. ) pourra être fournie par le FREPE.
- Si le projet nécessite le recrutement d'ouvriers spécialisés ou ouvriers qualifiés (maçons, puisatiers...), la location de matériel (bétonnière, marteau-piqueur, compacteur) camions pour le transport de sable, de ciment, de pierres) ; le partenaire met une annonce sur un lieu public (souk, commune ou autres), indiquant l'endroit où la personne intéressée peut soumissionner.
- Le comité d'achat composé du gestionnaire technique et financier, et éventuellement de l'agent de développement et d'un représentant du partenaire, invitera les intéressés à présenter leur offre. La sélection se fera sur les critères de prix ou de qualité des produits ou services à fournir.  
A l'issue de la sélection, un contrat est signé avec le fournisseur retenu ; ce contrat ne pourra pas dépasser 50 000 dhs. Ce sera un marché négocié.
- Dans des zones reculées, les matériaux (ciment, tuyaux...) sont achetés de préférence dans le souk le plus proche. Lorsqu'il s'avère impossible d'obtenir trois offres écrites, le comité d'achat signalera par écrit les magasins ou fournisseurs visités et les prix proposés.

- La base des données du programme sera utilisée pour vérifier si le prix retenu est raisonnable.
- Pour les marchés dont le montant est compris entre 50.000,00 et 100.000,00 dhs , trois fournisseurs au moins seront mis en compétition et un bon de commande sera adressé au mieux disant.
- Le demandeur procèdera au recrutement des manœuvres journaliers parmi les habitantes et les habitants du douar et les rémunérera sur la base du salaire minimum légal.
- Les contrats de travaux et de fournitures dont le montant est compris entre 100.000,00 dhs et 250.000,00 dhs seront attribués sur la base d'un appel d'offres simplifié. Le FREPE mettra à la disposition du partenaire des dossiers d'appels d'offres et contrats types.
- Les contrats de travaux et de fournitures d'un montant supérieur à 250.000,00 dhs seront attribués sur la base d'un appel d'offres ouvert.

## **11 – La Convention de partenariat :**

Dans le cas ou le projet soumis à l'Unité de Gestion du Programme est approuvé par le Comité Régional d'Approvisionnement des Projets « CRAP », une convention de partenariat est signée entre le porteur du projet et l'ADS.

Cette convention comprend des informations sur le partenaire, le projet (objectifs, résultats attendus, composantes du projet et son budget) ainsi que les modalités de financement et les échéanciers de réalisation.

En effet, l'unité de gestion du programme ne verse pas la totalité du budget octroyé mais procède par versements successifs selon un calendrier établi en commun accord avec le partenaire. Chaque versement est tributaire de la réalisation des différentes tranches et des pièces justificatives de l'utilisation des montants versés.

Cette convention définit également les responsabilités et les engagements de chacun des partenaires pendant et après la réalisation du projet ainsi que les conditions de règlement des litiges. Des amendements à cette convention sont prévus et peuvent être inclus d'un commun accord entre les deux parties contractantes. Dans le but d'assurer une parfaite transparence, la convention définit les modalités de passation des marchés et les normes à respecter tant sur le plan local que régional.



برنامج دعم محاربة الفقر  
"الصندوق الجهوي لإنعاش الشغل"

*Fonds Régional pour la Promotion de l'Emploi*  
**FREPE**

**دليل العمليات**

جهة مراكش - تانسيفت - الحوز

\*\*\*\*\*

## الفهرس

1. <i>Présentation du Programme</i>	1. تقديم البرنامج:
2. <i>La stratégie du Programme</i>	2. منهجية عمل البرنامج
3. <i>La gestion du Programme</i>	3. تدبير البرنامج
4. <i>Le cadre de gestion du Programme</i>	4. الإطار التنظيمي للبرنامج
5. <i>Les axes d'intervention du Programme</i>	5. مجالات تدخل البرنامج
6. <i>Modalités d'intervention du Programme</i>	6. طرق تدخل البرنامج
<i>a. Les Avances remboursables</i>	أ. التسبيقات القابلة للتسديد
<i>b. Les subventions</i>	ب. الدعم المالي
<i>c. Les micros- crédits</i>	ت. القروض الصغرى
7. <i>Les critères d'éligibilités des projets</i>	7. معايير انتقاء المشاريع
8. <i>La population cible</i>	8. الفئة المستفيدة
9. <i>Le Financement des projets</i>	9. تمويل المشاريع
10. <i>Procédures pour la passation de contrats de services et des marchés de travaux et de fournitures</i>	10. المقتضيات الخاصة بصفقات الخدمات والأشغال والتجهيزات
11. <i>Convention de partenariat</i>	11. اتفاقية الشراكة

**1. تقديم البرنامج:**

يندرج البرنامج الخاص بتأسيس " الصندوق الجهوي لإنعاش الشغل" في إطار تفعيل اتفاقية الشراكة والتعاون المبرمة بين برنامج الأمم المتحدة للتنمية ووزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن و مجلس جهة مراكش تانسيفت الحوز ووكالة ماي 2004 والتي تتحدد أهدافه في مايلي: 24 التنمية الاجتماعية، بتاريخ

\*خلق أنشطة مدرة للدخل وموفرة للشغل لفائدة الفئات الفقيرة والهشة خاصة النساء والشباب.

\*الإدماج السوسيو اقتصادي للسكان في وضعية صعبة خصوصا الشباب و النساء

\*الاعتماد على التكوين التأهيلي من أجل الرفع من قدرات الفئات المهمشة من أجل تحسين مستواها الاجتماعي

\*تحسين ولوج الساكنة الفقيرة للخدمات الأساسية المرتبطة بخلق أنشطة اقتصادية

\*تقوية المؤهلات المؤسساتية للفاعلين المحليين التنمويين من خلال دورات تكوينية (البلديات، الجماعات القروية، الجمعيات، التعاونيات، ...)

الحوز من خلال - تانسيفت-يهدف البرنامج إلى إنشاء الصندوق الجهوي لإنعاش الشغل من أجل محاربة الفقر بجهة مراكش دعم المشاريع المدرة للدخل المقدمة من طرف الجماعات المحلية، الجمعيات و التعاونيات والمقاولين الشباب بالجهة طبقا للأهداف السالفة الذكر وأيضا وفق معايير انتقاء المشاريع المتضمنة بدليل المناهج المعمول به لدى وكالة التنمية الاجتماعية.

**2. منهجية عمل البرنامج:**

يعتمد البرنامج مقارنة أفقية، عند قيامه بالمهام الموكولة إليه، تشمل مختلف مراحل العمل، وترتكز هذه المقاربة على: المشاركة والنوع واحترام المعايير البيئية.

- تتجلى المقاربة التشاركية في دعم البرنامج ومتابعة المشاريع المنبثقة عن السكان، حيث تعتبر مساهمة النساء والرجال في مختلف مراحل حياة أي مشروع، الوسيلة الأنجع لضمان استمراريته وبالتالي تحقيق التنمية المستدامة المنشودة.
- مقارنة النوع: تركز على ضرورة مساهمة النساء في بلورة وتنفيذ المشاريع، هذه المقاربة بإمكانها أن تضمن تنمية اجتماعية واقتصادية متوازنة ومتناسقة ومستدامة لأنها تتجنب التفرقة بين الجنسين، وتمنح حظوظا أوفر للمرأة كما تبرز مساهمتها في التنمية كفاعلة ومستفيدة.
- البعد البيئي: يهدف إلى أخذ الموارد والثروات الطبيعية والثقافية بعين الاعتبار، والعمل على تدبيرها بشكل عقلاني، يهدف إلى ضمان تناسق وتوازن أكبر بين التنمية الاقتصادية والاجتماعية من جهة والمحافظة على الموارد الطبيعية والمنظومة البيئية من جهة أخرى.

**• تدبير البرنامج:**

يتم تدبير البرنامج من طرف وحدة تدبير البرنامج، مقرها بمجلس مراكش تانسيفت الحوز، خاضعة لوصاية وكالة التنمية الاجتماعية.

**• مهمة وحدة تدبير البرنامج:**

- تتجلى مهمة تدبير البرنامج في المحاور التالية:
- \*تنفيذ استراتيجية البرنامج، دراسة و تمويل المشاريع.
- \*وضع برامج التكوين لفائدة المقاولين الشباب .
- \*التكوين لفائدة الجمعيات، التعاونيات، الأطر الإدارية وكذا المنتخبين.
- \*دعم الشركاء و كذا تتبع وتقييم المشاريع.
- \*التنسيق بين مختلف الشركاء المحليين.

**• هيكلية وحدة تدبير البرنامج:**

تتكون وحدة التدبير من:

- منسق جهوي للبرنامج،
- مكفون بالمشاريع،
- مساعدة إدارية للبرنامج،
- اللجنة الجهوية للتنوع،
- اللجنة الجهوية للمصادقة على المشاريع.



## الإطار التنظيمي للبرنامج : 4 -

المهام	الهيئة
<p>*الرئاسة لرئيس مجلس الجهة * تحدد الخيارات الكبرى لإستراتيجية البرنامج. *المصادقة على البرنامج السنوي. *تتبع وتقييم مراحل سير البرنامج. * تعقد اجتماعاتها كل مرة في السنة .</p>	<p>● <b>اللجنة الجهوية للتتبع تتكون من:</b> * ولاية مراكش (الوالي أو من ينوب عنه). * مجلس الجهة ( رئيسا). * ممثل وزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن. * ممثل وزارة التسغيل . * ممثل برنامج الأمم المتحدة الإنمائي. * * المنسق الجهوي للبرنامج. وكالة التنمية الاجتماعية. * ممثل</p>
<p>*دراسة، اختيار و المصادقة على المشاريع. *المصادقة على اتفاقيات الشراكة .</p>	<p>● <b>اللجنة الجهوية للمصادقة على المشاريع:</b> * ممثل وكالة التنمية الاجتماعية رئيسا. * المنسق الجهوي للبرنامج . * ممثل عن مجلس جهة مراكش تانسيفت الحوز. *المكلفون بالمشاريع. *ممثل عن المصالح الخارجية حسب طبيعة المشروع.</p>
<p>* التنسيق. * تعبئة، تتبع و تأطير الشركاء في الميدان. * التسيير الإداري للمشروع.</p>	<p>● <b>وحدة تسيير البرنامج:</b> *المنسق الجهوي للبرنامج. *إداريي التنمية بكل إقليم. *مساعدة إدارية.</p>

**5. مجالات تدخل البرنامج:**

اعتمادا على مؤهلات وخصوصيات الجهة، يوجه البرنامج تدخله على الخصوص فيما يلي:  
 الفلاحة، السقي المركز، أنشطة (- الأنشطة الفلاحية والاقتصادية التي تتماشى مع الخصوصيات و المؤهلات المحلية  
 رعوية، تحويل المواد الفلاحية، الزراعة البيولوجية، الصيد البحري، الصناعة التقليدية، أنشطة سياحية، خدمات حرفية و  
 ( حرف صغرى...

**6. طرق تدخل البرنامج:**

طبقا للأهداف الرئيسية المسطرة للبرنامج، فإن طرق التمويل يمكن تصنيفها إلى ثلاثة أشكال:

**أ - التسبيقات القابلة للتسديد:**

الفئة المستفيدة: جمعيات، تعاونيات، مجموعة مقاولين الصغار  
 يمنح البرنامج مساعدته المالية على شكل تسبيق يقدم لصغار المنتجين (نساء ورجالا) بدون فائدة وبدون مصاريف. تختلف  
 مبالغ التسبيقات بحسب طبيعة المشاريع، ويتم حسابها تبعا لحاجيات الشريك وقدرته على التسديد. كما تأخذ المبالغ وأجال  
 التسديد بعين الاعتبار طبيعة المشاريع (أنشطة موسمية أو دائمة). وتُمنح في أغلب الحالات مهلة مجانية تصل إلى سنة على  
 الأكثر بعد ذلك، يقوم الشريك المستفيد من التسبيقات، بإرجاع هذه المستحقات وفق جدول الاستحقاقات المتفق عليه لفائدة  
 الصندوق الجهوي لإنعاش الشغل.  
 بالنسبة لكافة المشاريع، يكون من المطلوب تقديم كفالة تضامنية أو التزام تضامني للمستفيدين. وفي حالة عدم الوفاء، وإذا لم  
 تتمكن وحدة البرنامج من استرداد المبالغ المستحقة، تنتقل إليها ملكية التجهيزات التي قامت بتمويلها، ويمكن للصندوق  
 الجهوي لإنعاش الشغل في بعض الحالات المطالبة بتسديد المبالغ الممنوحة للشركاء.

**ب - الدعم المالي:**

- الفئة المستفيدة: جمعيات، تعاونيات، ...  
 تمنح إعانات مالية للمشاريع التي تدخل في المجالات التالية:  
 أ. دعم و تكوين و تأطير مختلف الفئات المستهدفة.  
 ب. توفير بنيات تحتية اجتماعية أساسية تساهم في خلق أنشطة اقتصادية.  
 ت. التكوين المؤسسي لحاملي المشاريع المدرة للدخل.

**ت - القروض الصغرى:**

- الفئة المستفيدة: الأفراد  
 - مبلغ القرض: يتراوح ما بين 2.500 درهم و 30.000 درهم.  
 يسهر على تسيير و تنفيذ هذه العملية مؤسسة خاصة بالقروض الصغرى أ و لها خبرة في الميدان وفق دفتر تحملات  
 محدد وبتنسيق مع وحدة تسيير البرنامج. كما ستتكفل هذه المؤسسة بتحصيل القروض الممنوحة للمستفيدين لفائدة الصندوق  
 الجهوي لإنعاش الشغل.

**7. معايير انتقاء المشاريع:**

الجماعية إلى نوعيين من المعايير الانتقائية: المعايير العامة التي تستعمل للتحقق من مبررات تخضع المشاريع  
 المشروع و المعايير الخاصة للتقييم التي تعتبر دليلا مرجعيا يمكن من تقييم المقترحات المقدمة.

**• المعايير العامة:**

- يُتختم على المشاريع المقترحة استيفاء المعايير التالية:
- أن تكون موجهة لفائدة الفئات الأكثر فقرا بالجهة؛
- أن تكون قابلة للإنجاز من الناحية التقنية و الاجتماعية و الاقتصادية و المالية؛
- أن تتوفر لها ضمانات الاستثمار؛
- أن تعطي الأولوية لاستثمار الموارد البشرية و المادية المحلية؛
- أن لا تكون لها وقع سلبي على البيئة.

**• المعايير الخاصة:**

يتم تقييم المشاريع الجماعية، حسب نوعيتها، وفق معايير خاصة المشار إليها بدليل المناهج المعمول به لدى وكالة  
 التنمية الاجتماعية.

**8. الفئة المستفيدة:**

يشمل برنامج الصندوق الجهوي لانعاش الشغل جهة مراكش تانسيفت الحوز، اذ ان جميع الاشخاص القاطنين بالجهة يعتبرون كمستفيدين من البرنامج.  
هناك شريحتين من الفئة المستهدفة:

**1-النساء والشباب و المعوقين:**

نخص بذلك الساكنة المحرومة، الفقيرة، الهشة، خاصة النساء، المعوقين و القاؤولين الشباب الذين لديهم معرفة بالنشاط المقترح والراغبين في تحقيقه.

**2-الأجهزة المساعدة:**

تتمثل في:

\* الجمعيات، التعاونيات، المقاولون الذين لديهم مشروع يوفر مناصب شغل تهم الفئات المستهدفة من طرف برنامج الصندوق الجهوي لانعاش الشغل.

\* الفاعلين المحليين(المنتخبين، اطر جماعية، اطر جمعوية، منخرطين بالتعاونيات، اطر الغرف المهنية،...).

سطر برنامج الصندوق الجهوي لانعاش الشغل لفائدة المكونين وكذلك اطر مجلس الجهة، دعم و مرافقة حاملي المشاريع خلال فترة الصياغة، تحقيق وتتبع المشاريع.

**9. تمويل المشاريع :**

للاستفادة من التمويل المخصص للبرنامج، يملئ حامل المشروع طلب التمويل الموجود بمقر وحدة تدبير البرنامج

يقدم حامل المشروع جميع المرفقات المذكورة بطلب التمويل مصحوبة بدراسة مبسطة خاصة بمردودية المشروع وفي بعض الحالات -وبمساعدة وحدة تدبير المشروع- يتم اللجوء إلى جهة مختصة لمساعدة حاملي المشاريع لإنجاز هذه الدراسة.

**أ- طلب التمويل:**

استمارات خاصة بالبرنامج وحسب الدعم المطلوب من طرف الشريك (جمعية، تعاونية، أو سيتم اعتماد ا مجموعات...) الذي يبقى في اتصال دائم ومباشر مع "إداري التنمية" المكلف بالمشاريع بالإقليم.

**ب- الوثائق المطلوبة:**

- حالة الشخص الواحد:
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية؛
- شهادة الإقامة؛
- شهادة المستوى الدراسي.
- حالة المقاولات الصغرى والمتوسطة:
- سجل تجاري؛
- شهادة ضريبية؛
- شهادة الضمان الاجتماعي.

**ت- مسطرة دراسة طلبات التمويل:**

- يتم أن البث في طلب التمويل في مدة أقصاها شهران ابتداء من تاريخ التوصل بالملف الكامل للمشروع.

- الدراسة : شهر ونصف

- المصادقة وعقد الشراكة: 15 يوما.

**ج- دورة المشروع:** من مرحلة تحديد المشروع إلى مرحلة التوقيع على الاتفاقية.

يمر المشروع عبر ستة مراحل بدءا من مرحلة تحديد المشروع إلى مرحلة التنفيذ:

المتدخلين	العمليات المصاحبة	مراحل المشروع
- الجمعية / التعاونية/ الأفراد	- مناقشة وتهيئ المشروع وإرساله إلى وحدة تدبير البرنامج	1 تحديد وصياغة المشروع
- المصالح الخارجية للوزارات المعنية/ مصالح التنفيذ/ المؤسسات المعنية. - أطر البرنامج	- تسجيل المشروع وتسليم الوصل -التقييم التقني - التقييم المباشر في موقع المشروع بالنسبة للمشاريع الجماعية	2 التقييم الأولي للمشروع
- اللجنة الجهوية للمصادقة على المشاريع.	- تقديم المشروع بعد استكمال دراسته إلى الأجهزة المقررة بالبرنامج الجهوي	3 دراسة وتفحص المشروع (قبول المشروع أو رفضه أو إرجائه لاستكمال الدراسة)
- وحدة البرنامج الجهوي وممثلي المستفيدين.	- الإخبار بقبول المشروع من طرف وحدة تدبير البرنامج. - توقيع اتفاقية الشراكة.	4 انطلاق المشروع
- حاملي المشروع أو المتدخلين الخارجيين - وحدة تدبير البرنامج - الجهات المتعاقدة	- التنفيذ - المتابعة - استلام أشغال المشروع.	5 تنفيذ وتتبّع وتقييم المشروع
- الجمعيات أو جهات أخرى؛ وحدة تسيير البرنامج.	- التسيير والصيانة (عند الضرورة) تكوين متدخلي أو مستعملي المشروع.	6 ما بعد الإنجاز

### . المقتضيات الخاصة بصفقات الخدمات والأشغال والتجهيزات 10.

- يتعهد الشريك بإنجاز المشروع و استعمال المساهمة (دعم، تسبيقات) المقدمة في إطار البرنامج طبقا لمقتضيات اتفاقية الشراكة، باعتماد تدبير إداري ومحاسباتي وتقني مضبوط. كما يتحمل الشريك مسؤولية تنظيم و مراقبة ورش المشروع، و التعاقد مع اليد العاملة المتخصصة، وشراء التجهيزات و الأدوات و المعدات و تخزينها و نقلها لموقع الورش. أما في مرحلة تنفيذ المشروع الجماعي، فيشترط أن يتم الاحترام التام للمقتضيات التالية:
- انتخاب لجنة لتدبير المشروع، تكون ممثلة للدواوير و التجمعات السكانية المعنية. تقوم هذه اللجنة باختيار لجنة للتدبير التقني و المالي للمشروع. كما يمكن للبرنامج أن يقوم بالتعاقد مع فاعل في التنمية لدعم الشريك و مساعدته على تعبئة مساهمته و مراقبة جودة الأنشطة التي يقوم بها في إطار المشروع، و متابعة حسن استعمال الموارد المالية المحولة لفائدة الشريك.
  - عند الاقتضاء، و بطلب من الشريك، يمكن لهذا الأخير أن يستفيد من تكوين في المبادئ الأساسية للمحاسبة و تدبير الصفقات، بتأطير من وحدة البرنامج.
  - إذا تطلب المشروع التعاقد مع عمال متخصصين و مؤهلين (في البناء، أو حفر الآبار مثلا...)، أو كراء معدات و آليات، فإن الشريك ملزم بالإعلان عن احتياجاته في أماكن و مرافق عمومية، موضحا العنوان الذي يمكن الاتصال به لتقديم عروض أثمان عن الخدمات المطلوبة. كما تقوم لجنة الشراء المكونة من المسؤول التقني و المالي للمشروع، و (عند الاقتضاء) الشخص الفاعل في التنمية، و كذا ممثلا عن الشريك، بدعوة المعنيين لتقديم عروض أثمانهم. على أن يتم اختيار أحسن العروض المتبارية على أساس معياري الثمن و جودة المواد أو الخدمات المعروضة.
  - على إثر هذا الاختيار يوقع عقد بين الممون المختار و بين شريك البرنامج، على أساس أن لا تتجاوز قيمة العقد 50.000 درهم. هذا بالنسبة للصفقات المتفاوض بشأنها.
  - بالنسبة للمناطق النائية، يجب اقتناء المواد و المعدات اللازمة للمشروع عند أقرب تجمع تجاري من موقع المشروع. و إذا تعذر الحصول على ثلاثة عروض أثمان مكتوبة، فإن لجنة الشراء مطالبة بالتنصيص كتابة في محضر موقع، على عناوين وأسماء نقط البيع التي تم الاتصال بها و كذا الأثمنة المقترحة من طرف مسؤولي هذه النقط. و ستقوم وحدة البرنامج من التأكد من أن الأثمنة المقترحة معقولة بالنظر إلى لائحة الأثمان النموذجية التي تتوفر عليها الوحدة.
  - بالنسبة للصفقات التي تبلغ قيمتها ما بين 50.000 و 100.000 درهم، فإنه من اللازم إجراء مناقسة بين ثلاثة مومنين على الأقل، على أن يتم توجيه ورقة الطلب لصاحب أحسن عرض.
  - على الشريك عند التعاقد مع عمال مياومين أن يعطي الأولوية لسكان الدواوير المعنية بالمشروع على أن يؤجرهم بحسب الحد الأدنى للأجور المعتمد قانونيا.
  - فيما يخص صفقات الأشغال و المعدات التي تتراوح بين 100.000 و 250.000 درهم، فإنها تمر من خلال طلب عروض أثمان مبسط. و ستقوم وحدة تدبير البرنامج بمد الشركاء بعقد و ملفات طلبات عروض أثمان نموذجية.

- أما في ما يخص صفقات الأشغال و المعدات اللاتي يتجاوز مبلغها 250.000 درهم، فإنها تسند على أساس طلب عروض أثمان مفتوحة.

## 11. اتفاقية الشراكة:

في حالة قبول المشروع المقدم للبرنامج من طرف اللجنة الجهوية للمصادقة على المشاريع، سيتم توقيع اتفاقية شراكة توطر العلاقة بين صاحب المشروع ووكالة التنمية الاجتماعية و برنامج صندوق الجهوي لإنعاش الشغل. توفر هذه الاتفاقية على معلومات عن شريك الوكالة، عن المشروع (أهدافه، النتائج المنتظرة منه، مكونات المشروع و ميزانية)، و كذا مقتضيات التمويل و الجدول الزمني للإنجاز. و تقوم وحدة تدبير البرنامج بتحويل المبالغ المخصصة للمشروع على مراحل و وفق جدول زمني يتم تسطيره باتفاق مع الشريك. و يبقى كل تحويل رهينا بإنجاز الأشطر المتفق عليها و بتقديم وثائق و مبررات صرف كل شطر. و تحدد هذه الاتفاقية مسؤوليات و التزامات كل طرف خلال و بعد إنجاز المشروع و كذا شروط فض النزاعات. و يمكن إدخال تعديلات على هذه الاتفاقية باتفاق المتعاقدين. و من أجل ضمان الشفافية، تحدد الاتفاقية مقتضيات تفويت الصفقات و كذا المعايير الواجب احترامها في هذا الشأن

**ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT**

اتفاقية شراكة

بين

وكالة التنمية الاجتماعية

و

و



## ديباجة

وكالة التنمية الاجتماعية مؤسسة عمومية أحدثت للمساهمة في محاربة الفقر ودعم المبادرات المحلية الهادفة إلى تنمية مستدامة.

تعتمد الوكالة في عملها على مقاربة ترمي إلى دعم ومواكبة المشاريع التنموية المنبثقة عن ساكنة المناطق الفقيرة في إطار شراكة مع الفاعلين التنمويين المحليين (الجمعيات والجماعات المحلية والتعاونيات ...) في أفق تشجيعها على الاعتماد على الذات.

وفي هذا الإطار تم الاتفاق بين:

وكالة التنمية الاجتماعية، المعرفة أدناه بـ "الوكالة" الكائن مقرها بـ 5 زنقة القاضي دينيا السويسي، الرباط، ممثلة من قبل مديرها السيد محمد نجيب أكديرة،

من جهة،

و

، المعروف(ة) أدناه بالشريك مقره: ممثل من قبل السيد(ة) بصفته المسؤول القانوني،

و

، المعروف(ة) أدناه بالإطار المشرف مقره: ممثل من قبل السيد(ة) بصفته المسؤول القانوني،

من جهة أخرى.

على ما يلي:

## الباب الأول : المقتضيات الخاصة

### الفصل 1: موضوع الاتفاقية

تهدف هذه الاتفاقية إلى تحديد شروط تمويل و مواكبة المشروع المسمى ب: . المعين أدناه ب "المشروع" الكائن ب: المسجل تحت رمز ، والذي يلتزم الشريك بإيجازه وفق المواصفات المصادق عليها من طرف الوكالة والمرفقة بالملحق 1 لهذه الاتفاقية.

### الفصل 2: كلفة المشروع والتكفل به

تقدر الكلفة الإجمالية للمشروع في درهم ( درهم ) . تلتزم الوكالة بالمساهمة في تمويله في حدود درهم ( درهم ) على شكل تسبيقات مستحقة للإرجاع، وذلك طبقا للكيفية المنصوص عليها في وصف المشروع (الملحق 1). ويلتزم الشريك بالتكفل بالباقي طبقا للكيفية المنصوص عليها في نفس الملحق.

### الفصل 3: مدة التنفيذ

يتم تنفيذ المشروع في مدة يتم انطلاقه في أجل أقصاه وينتهي في أجل أقصاه .

يمكن للوكالة في حالة حدوث تأخر غير مبرر أن تقوم بفسخ هذه الاتفاقية بعد إنذار كتابي تحدد فيه إذا اقتضى الحال مدة إضافية للانطلاق الفعلي للمشروع أو لإنجاز العمليات المتبقية.

### الفصل 4: الدفعة الموجبة

تقوم الوكالة بتأجيل دفع نسبة % من مجموع مساهمتها و تؤدي إلى الشريك بعد الاستلام المؤقت للمشروع.

### الفصل 5: إرجاع التسبيقات المستحقة، مدتها وجدولتها

يلتزم الشريك بإرجاع التسبيقات، المشار إليها في الفصل 2 من هذه الاتفاقية، إلى الحساب الخاص بصندوق التضامن ، المعروف أدناه بالصندوق، والذي يتم تسييره من قبل الإطار المشرف .

حددت مدة إرجاع التسبيقات في سنوات مجزأة في أشهر، مدة كل شطر منها تنحصر في ذلك حسب الجدول الزمني المرفق بالملحق رقم 1. وتنطلق هذه المدة بعد انتهاء الفترة المجانية.

تمتد الفترة المجانية على . ويشرع في عدها العكسي ابتداء من تاريخ تحويل الدفعة الأولى للشريك.

## الباب الثاني: المقتضيات العامة

### الفصل 7: موضوع المقتضيات العامة

تحدد المقتضيات العامة شروط تمويل ومواكبة المشاريع التي تمويلها الوكالة. وتسري هذه المقتضيات على جميع اتفاقيات الشراكة المبرمة مع الوكالة باستثناء المقتضيات المخالفة المنصوص عليها ضمن المقتضيات الخاصة.

### الفصل 8: شروط التمويل

يلتزم الشريك بشكل واضح وتحت طائلة إبطال اتفاقية الشراكة بعدم طلب أي تمويل آخر للمشروع، دون إخبار الوكالة بذلك والحصول على موافقتها الكتابية.

### الفصل 9: طريقة التمويل



تحول الوكالة مساهمتها المالية، طبقا لما هو منصوص عليه في وصف المشروع (الملحق 1)، على شكل دفعات بعد أن تتأكد مسبقا من تنفيذ الشريك للالتزامات التي تعهد بها في كل مرحلة من مراحل المشروع.

إذا تبين أن المصاريف الفعلية أقل من الكلفة الإجمالية المتوقعة للمشروع، أمكن للوكالة:

- إلزام الشريك بإرجاع الفرق المتحقق منه إلى حساب الوكالة أو إلى الصندوق

- تقليص مساهمتها حسب هذا الفرق وذلك باستخلاصه من الدفعات المتبقية

- تمتيع الشريك بالفرق المتحقق منه لاستعماله في تغطية مصاريف انطلاق المشروع

### **الفصل 10: التدابير المتعلقة بالأداء**

يقوم الشريك بفتح حساب بنكي أو حساب بمركز الشيكات البريدية في اسم المشروع و يلتزم بتخصيصه فقط للعمليات المتعلقة بإنجاز هذا المشروع. كما يمنع على الشريك استعمال أي حساب سابق.

تؤدي مصاريف المشروع على شكل شيكات أو تحويلات.

يعين الشريك للوكالة كتابة وكيلين على الأقل مؤهلين للأمر بعمليات السحب والتحويل لهذا الحساب بإمضاء تضامني بينهما من المرتبة الأولى والثانية. كما يمكن تعيين وكيل بالنيابة للإمضاء من الرتبة الثانية. يتم تعيين الوكلاء بموجب قرار يصدر عن الهيئة الإدارية للشريك ويتم تضمينه في محضر يرسل إلى الوكالة.

تقوم الوكالة بالتحويلات حسب الجدول المتفق عليه في الملحق 1 بعد تسلّم الطلب والتحقق من الإثباتات المتعلقة به.

يجوز للشريك، بصفة استثنائية، تدبير صندوق يحدد سقفه من طرف الوكالة.

ويمكن للوكالة بصفة استثنائية القيام بالأداء المباشر لدى المقاولين أو الممولين المتعاقدين مع الشريك بعد تسلمها من هذا الأخير لطلب الأداء المباشر والإثباتات المتعلقة بإنجاز أحد أو كل الأشطر حسب ما هو منصوص عليه في الملحق 1.

تحتفظ الوكالة بحق وقف الدفعات دون إشعار سابق، علاوة على التدابير القانونية الإضافية التي يمكن أن تلجأ إليها، عندما تعانين نقصا خطيرا في تنفيذ المشروع وذلك في الحالات التالية:

فقدان الشريك أو وكلائه الصفة القانونية؛

استعمال الأموال في غير ما خصصت له؛

عدم إنجاز الشريك للعمليات المتفق عليها وفق نصوص وصف المشروع (الملحق 1)؛

عدم موافاة الوكالة بالإثباتات المتعلقة بالمصاريف المنفقة والأشغال المنجزة طبقا لبند اتفاقية الشراكة ولمساطر الوكالة التي التزم باحترامها.

### **الفصل 11: احترام المنافسة**

يلتزم الشريك باحترام مساطر إبرام الصفقات والعقود المعتمدة من قبل الوكالة في إطار اتفاقيات الشراكة التي تربطها بشركائها والوارد وصفها بشكل موجز في الملحق 2 باتفاقية الشراكة. كما يلتزم بإجراء الصفقات المتعلقة بالمشروع طبقا لمبادئ المنافسة والشفافية.

### **الفصل 12: مسؤولية الشريك خلال الإنجاز**

يعتبر الشريك مسؤولا عن تنفيذ المشروع طبقا للالتزامات المترتبة عن اتفاقية الشراكة.

يسهر على احترام الالتزامات التي تعهد بها الشركاء الآخرون في المشروع، خصوصا المستفيدون (رجالا ونساء)، والمتعاقدون وجميع الأطراف الأخرى المشار إليها في وصف المشروع.



يولي اهتماما خاصا لسلامة الأشخاص وحراسة الأملاك وحماية البيئة خلال جميع مراحل إنجاز وتدبير المشروع.

يلتزم باحترام التعليمات المعللة التي تقدمها له الوكالة على هذا الأساس وبالمشاركة في حصص التكوين أو التوجيه التي تقررها لفائدة المشروع.

يلتزم الشريك بضمان موافقة جميع الأطراف المعنية بالمشروع لتفادي عرقلة إنجازهِ.

يلتزم الشريك بإرجاع التسبيقات إلى الحساب الخاص بالصندوق والذي يتم تسييره من قبل الإطار المشرف طبقا لمقتضيات ميثاق تدبير الصندوق (الملحق رقم 3).

يلتزم الشريك، طبقا للجدول الزمني المتعلق بالتسديدات والمرفق بالملحق رقم 1 لهذه الاتفاقية، بدفع المبلغ المستحق لكل شطر عند انتهاء مدته. وفي حالة تأخره عن الدفع في الوقت المحدد، يبعث له الإطار المشرف رسالة مضمنة تحدد أجلا إضافيا ونهائيا لا يتعدى 30 يوما. وفي حالة عدم التسديد دون تقديم مبرر مقبول، يتم اللجوء إلى الإجراءات القانونية التي ينص عليها الفصل التاسع عشر من هذه الاتفاقية.

### **الفصل 13: التزامات الإطار المشرف**

تسند و باتفاق مشترك مع الوكالة مهمة تدبير الصندوق للإطار المشرف. ويقوم هذا الأخير بفتح حساب خاص بالصندوق ويسهر على تسييره طبقا لمقتضيات ميثاق تدبير الصندوق (الملحق رقم 3). في حالة ما إذا تبين وجود تلاعبات أو اختلاسات، وبعد فشل الحلول الودية، فإن الوكالة تمتلك حق سحب مهمة تسيير الصندوق من الإطار المشرف. ولا يترتب على هذا السحب أي مساس بحق الوكالة في المتابعة الجنائية لمرتكبي الخروقات المتعمدة والمطالبة باسترجاع التسبيقات الممنوحة للصندوق.

يتعهد الإطار المشرف بخلق لجنة لتسييره تضم ممثلا عن المستفيدين أو ساكنة موقع المشروع، هذه اللجنة تفوض وكيلين للقيام بالعمليات المتعلقة بالمداخل والمصاريف. وتسهل لجنة التسيير على الاشتغال الجيد للصندوق.

### **الفصل 14: مسؤولية الأطراف بعد إنجاز المشروع**

تقوم الوكالة بتتبع تدبير الصندوق بعد الإرجاع الإجمالي للتسبيقات من طرف الشريك للإطار المشرف لتتأكد من احترام هذا الأخير لمقتضيات ميثاق تدبير الصندوق.

يمكن للوكالة كلما عاينت خلافا في التسيير أن تقدم توصيات أو أوامر للشريك لضمان احترامه للالتزامات التي تعهد بها ومن أجل تدبير جيد للمشروع. ويجوز للوكالة إذا بقيت هذه التدابير دون جدوى أن تقرر رفض أي دعم لاحق للشريك علاوة على الإجراءات الأخرى التي يمكن أن تلجأ إليها من بيانات إعلامية أو مطالبة بالتعويض.

يلتزم الإطار المشرف بتدبير الصندوق طبقا لمقتضيات ميثاق تدبير الصندوق المشار إليه في الفصل السابق.

### **الفصل 15: المحاسبة والمراقبة والتدقيق**

يمسك الشريك محاسبة إثباتية للمشروع ويلتزم بإطلاع الوكالة إما بطلب منها أو حسب الجدول الزمني المتفق عليه والشكل الذي تحدده على جميع الإثباتات والبيانات المتعلقة بالالتزامات وبالمصاريف المنفقة برسم المشروع.

يلتزم الشريك بالإضافة إلى ذلك ب:

وضع تقرير دوري مطابق لنموذج الوكالة وإرساله إليها بعد انتهاء كل شطر.

الحفاظ، حسب الترتيب الزمني، بجميع الوثائق والتصاميم والعقود وعروض الأثمان والكشوفات البنكية والمراسلات وأوامر الخدمة والمحاضر والوثائق الأخرى المفيدة والمتعلقة بالمشروع مدة ثلاث سنوات بعد استلام المشروع.

التعاون مع كل مفوض عن الوكالة يتولى بمقتضى رسم داخلي أو خارجي إنجاز مهام التتبع أو المراقبة أو الرقابة أو التدقيق في شأن تدبير المشروع.

إبلاغ الوكالة بالتقريرين الأدبي والمالي للشريك وكذا جميع الوثائق الأخرى التي يعدها بمبادرة منه أو بطلب من شريك آخر كلما تعلق بشكل مباشر أو غير مباشر بتنفيذ المشروع.

وضع دفتر الجرد للتجهيزات الممولة من طرف الوكالة إذا تضمنت مكونات المشروع ذلك.

### **الفصل 16: استلام المشروع**

يصرح بالاستلام المؤقت للمشروع في محضر بعد أن يتأكد الشريك من جودة الخدمات. وتجري عملية الاستلام طبقا للمساطر العامة المعمول بها بالوكالة ولوصف المشروع.

يتم إثبات الاستلام النهائي للمشروع في محضر بعد أن تتأكد الوكالة والإطار المشرف من إرجاع الشريك للمبلغ الإجمالي للتسيقات.

يطلع الشريك والإطار المشرف قبل ذلك على الممارسات السليمة التي توصي بها الوكالة في هذا المجال خصوصا فيما يتعلق بمشاركة ممثليها في عمليات الاستلام.

### **الفصل 17: تعديل اتفاقية الشراكة**

بناء على طلب من أحد الأطراف الموقعة، يجوز بالتراضي تعديل اتفاقية الشراكة. ويتم هذا التعديل إما:

في شكل اتفاقية جديدة مكتوبة تلغي وتقوم مقام هذه الاتفاقية

أو في شكل ملحق موقع بشكل قانوني من قبل الأطراف يذكر صراحة تاريخ تحريره وتاريخ شروع العمل به.

كما يمكن تعديل أحد فصول الاتفاقية بدون توقيع أي وثيقة إضافية بين الأطراف المعنية، على أن لا يتعلق التعديل بزيادة في الكلفة الإجمالية للمشروع، بناء على:

تبادل مراسلات بين الأطراف، تتضمن موضوع التعديل المطلوب، يتم المصادقة عليها من طرف لجنة المصادقة على المشاريع بالوكالة.

موافقة مدير الوكالة في بعض الحالات الإستثنائية

### **الفصل 18: فسخ اتفاقية الشراكة**

يتم فسخ اتفاقية الشراكة في الحالتين التاليتين:

يمكن للأطراف أن تتفق وديا على فسخ اتفاقية الشراكة. ويتم إشعار الشريك والإطار المشرف بقرار الفسخ الذي يتضمن التعليل وسبل التنفيذ.

يمكن كذلك للوكالة أن تقرر فسخ اتفاقية الشراكة بصفة أحادية بعد توجيه إنذار للشريك لم تتوصل بشأنه برد خلال الفترة التي تحددها وذلك في الحالات التالية:

عندما يفقد الشريك الصفة القانونية؛

عندما تحول اختلالات خطيرة دون تنفيذ المشروع بكيفية جيدة؛

في حالة خرق أحد بنود هذه الاتفاقية؛

عندما يتبين أن المشروع لا يمكن أن يفيد بالفعل الفئة المستهدفة

يتم إشعار الإطار المشرف والشريك بقرار الفسخ. ويمكن لهذا الأخير طلب مقابلة مع مدير الوكالة أو مع من يفوضه لهذا الغرض، ويعتبر قرار فسخ الاتفاقية ساريا في التاريخ الذي يحدده مدير الوكالة.

و في كلتا الحالتين و بموجب قرار الفسخ، يلتزم الشريك باسترداد المبالغ المدفوعة أو المتبقية.

ولا يترتب على فسخ اتفاقية الشراكة أي مساس بحق الوكالة المتابعة الجنائية لمرتكبي الخروقات المتعمدة.

**الفصل 19: المنازعة**

تكون النزاعات الناتجة عن تأويل أو تنفيذ اتفاقية الشراكة موضوع محاولة صلح، عند الاقتضاء، عبر اللجوء إلى وسيط تختاره الأطراف الموقعة.

يرفع النزاع في حالة فشل الصلح أمام هيئة التحكيم تتكون من ثلاثة حكام يختار كل طرف واحدا منهم.

يتم التحكيم طبقا للقانون المغربي غير أنه بإمكان هيئة التحكيم أن تختار، حكمة منها، حلا منصفا.

إذا لم يتوصل الحكام إلى حل بعد ستين يوما من تاريخ اللجوء إليهم، فإنهم يعينون حكما ممتازا وتجتمع هيئة التحكيم تحت رئاسة هذا الأخير وتبت بأغلبية الأصوات المعبر عنها.

إذا لم تتفق الأطراف على اختيار الحكم الممتاز أو إذا لم تتوصل هيئة التحكيم المكونة من الحكام الثلاثة إلى قرار نهائي بعد 30 يوما من تكوينها، تكون مجبرة على إصدار حكم في هذا الصدد.

يعرض النزاع إذ ذاك أمام المحكمة الابتدائية بالرباط بطلب من الطرف الذي له مصلحة في ذلك.

**الفصل 20: بنود مختلفة**

تحرر اتفاقية الشراكة في أربع نسخ أصلية وتتضمن ملحقات تعتبر جزء لا يتجزأ منها.

يشرع العمل باتفاقية الشراكة في تاريخ تبليغها للشريك والإطار المشرف بعد توقيع جميع الأطراف.

يتخذ الشريك جميع الإجراءات المناسبة لإخبار شركائه والعموم بحصول المشروع على تمويل الوكالة. كما يلتزم بذكر الوكالة في الإعلانات والوثائق والأنشطة الإعلامية المتعلقة بالمشروع. ويسهر كذلك على وضع علامة واضحة بموقع المشروع تسلم له من طرف الوكالة وتدل على أنه قد أنجز بدعم من هذه الأخيرة.

حرر بالرباط في

عن وكالة التنمية الاجتماعية

عن .....

عن .....

**الملحقات**

الملحق 1: وصف المشروع

الملحق 2: ميثاق تدبير صندوق التضامن

# 1. Description du projet

ملحق 1 : وصف المشروع


الرمز
الشريك
اسم المشروع
الجهة
الإقليم
الجماعة
الدوار / الحي
القطاع

--

مكونات المشروع
----------------

المستفيدون	
	الأسر
	الأطفال
	النساء
	الرجال

مناصب الشغل و أيام العمل			
	الذكور	الإناث	
			القارة
			أيام العمل

التمويل بالدرهم	
	الكلفة الإجمالية
	مساهمة الوكالة
	مساهمة الشريك



## 2. Charte de bonne gestion de la caisse solidaire de développement

### الملحق 2 : ميثاق تدبير صندوق التضامن القطاعي/الجماعي

#### مدخل

تقدم وكالة التنمية الاجتماعية دعماً مالياً لإنجاز مشاريع مدرة للدخل وموفرة للشغل، ويستفيد من هذا الدعم كل التجمعات السكانية التي تمتلك الطاقات اللازمة لتحقيق تلك المشاريع والتي ينقصها فقط بعض الإمكانيات وخاصة المادية منها لبلوغ هذه النتيجة.

واعتباراً أن التنمية المحلية المتضامنة لا يمكن بلوغها إلا بإشراك الوسائل المتاحة لدى جميع الفاعلين التنمويين من جهة، وبضمان توزيع متوازن للموارد المالية بين السكان المستفيدين من جهة ثانية، عمدت وكالة التنمية الاجتماعية إلى خلق نظام مالي يعتمد على مبدأ صناديق التضامن. هذه الأخيرة يكون لها استعمال خاص حيث يستفيد منها سكان مجال ترابي محدد أو قطاع معين تبعاً للمهام التي أنشأت من أجلها والمتفق عليها من قبل الموقعين على هذا الميثاق.

#### موضوع الميثاق

يهدف هذا الميثاق إلى تحديد المساطر التي تضبط التدبير الجيد لصندوق التضامن القطاعي/الجماعي، المعين أدناه بالصندوق، من قبل الإطار المشرف.

#### موارد الصندوق

تتشكل موارد الصندوق أساساً من التسيبقات الممنوحة، من خلال المشروع المدعوم، من طرف الوكالة للمستفيدين الذين يقومون بإرجاعها للصندوق حسب جدول زمني ملحق بالاتفاقية الخاصة بهذا المشروع.

ويمكن تعزيز الرصيد المالي للصندوق عن طريق اشتراكات أو هبات وكل الموارد الأخرى التي تمكن من تحقيق الأهداف التي خلق من أجلها صندوق التضامن القطاعي/الجماعي.

#### نفقات الصندوق

تخصص عائدات هذا الصندوق لتمويل مشاريع صغرى على الصعيد المحلي من أجل التخفيف من حدة الفقر حيث تشكل الفئات الهشة المستفيد الرئيسي من هذه العملية.

كما يمكن أن تخصص هذه العائدات لإنجاز استثمارات خاصة موجهة لتطوير القطاع الذي يخرط فيه المشروع المدعوم لتمكين انضمام أكبر عدد ممكن من المستفيدين لمجموعة المقاولين الصغار.

#### اختصاصات الإطار المشرف

يتعهد الإطار المشرف بضمان تطبيق الالتزامات التالية:

- فتح حساب بنكي يحمل اسم الصندوق
- السهر على استرجاع التسيبقات المقدمة من طرف الوكالة لحامل المشروع تبعاً لجدول زمني محدد و ملحق باتفاقية الشراكة مع التزام فردي أو جماعي للمستفيدين.
- أخذ اقتراحات المستفيدين أو الساكنة بعين الاعتبار على مستوى:

\* تدخلات الصندوق

\* تمويل المشاريع

\* تحديد الأولويات مع احترام معايير الانتقاء العامة للوكالة.

- لا يمكن القيام بأية عملية صرف من الصندوق إلا بعد أخذ الإذن بعدم التعرض من وكالة التنمية الاجتماعية.

- رفع تقرير دوري للوكالة بخصوص الأنشطة المرتبطة بالصندوق.

- إشراك المستفيدين في إنجاز المشاريع.
- الاحتفاظ بكل التبريرات المتعلقة بالمدخيل والمصاريف.

### طريقة اشتغال الصندوق

يتم تسجيل المدخيل في دفتر خاص طبقا لنظام محاسباتي مضبوط.

يوقع أعضاء الجمعية المسؤولة على محضر اجتماع يتضمن قرار إنجاز مشروع معين متفاوض فيه مع السكان يرسل للوكالة مرفوقا بطلب الإذن بعدم التعرض.

لا يجب أن تشمل النفقات مصاريف التسيير (الأجور- مصاريف الهاتف- الكراء- الخ...).

### سريان مفعول الميثاق

هذا الميثاق يكون ملحقا لاتفاقية الشراكة الخاصة بالمشروع الممول من طرف الوكالة. وترتبط مدة صلاحيته باستمرار مهمة الصندوق.